



Chers Yaoundéens,

Gardons

notre **YAOUNDÉ**
Cité - Capitale

PROPRE !



Gilbert TSIMI EVOUNA
*Délégué du Gouvernement
auprès de la Communauté Urbaine
de Yaoundé*



Par Michel NGAPANOUN

CLIMAT : LE MONDE AVANCE A REÇULONS

A Katowice, en Pologne, les 12, 13 et 14 décembre derniers, une fois de plus, la planète était réunie au chevet de la terre. Elle écoutait sa respiration. Entendait le bruit des soufflets dans les fours des usines de charbon, qui ont fait la prospérité de cette petite ville de 300 000 habitants qui fait vivre près de trois millions d'âmes.

La tenue de la Cop 24 à Katowice est donc tout un symbole. Une ville minière pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Comme un retour progressif à la case carbone après les avancées du protocole de Kyoto qui introduisait pourtant de nouveaux paradigmes devant régenter les relations entre les nations.

Avec l'élaboration des concepts de solidarité, de responsabilité assumés, partagés mais différenciés.

Car trois ans après la signature de l'Accord de Paris en 2015, les conclusions des Etats à Katowice

révèlent la fragilité intrinsèque même de cet accord.

En effet, les objectifs poursuivis concernant la réduction des émissions de gaz à effet de serre, et le caractère non contraignant des articles, ne pouvaient conduire qu'aux conclusions faibles de Katowice (lire dossier Cop 24).

Sans engagement fort de la part des pays et sans coercition aucune. Ce faisant, chacun va à sa guise quant aux émissions de gaz à effet de serre, quant à la taxe carbone et quant aux engagements solidaires inclus dans l'Accord de

“

A Katowice, les Africains étaient presque absents des sièges durant les plénières, occupés à négocier en coulisses le peu qui restait d'espoirs pour sauver le bassin du Congo, le Lac Tchad ou le Sahel.

”

Kyoto à propos du principe « pollueur-payeur ».

Les pays africains ont mis du temps avant de ratifier l'accord (entre deux à trois ans après la signature), mais il n'y a eu aucune mesure politique effective qui s'en est suivie.

A Katowice, ils étaient presque absents des sièges durant les plénières, occupés à négocier en coulisses le peu qui restait d'espoirs pour sauver le bassin du Congo, le Lac Tchad ou le Sahel.

L'accord de Paris prévoyait de contenir d'ici à 2100 le réchauffement climatique « bien en-dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels » et si possible de viser à « poursuivre les efforts pour limiter la hausse des températures à 1,5 °C » !

Certes la démarche adoptée pour cet accord était fortement empreinte de pragmatisme à l'anglo-saxonne (c'est-à-dire qu'il s'agit d'une déclaration d'intention, sans aucune mesure coercitive) : pas d'amende ni mesure de rétorsion ; le protocole de Kyoto en prévoyait mais cela n'a jamais rien donné !

Mais à Katowice malgré un rapport alarmant du GIEC sur la dégradation accélérée du climat, les gouvernants du monde, ces maîtres de la terre, se sont contentés de quelques poignées de main bien molles sans sauver la planète.

Or sans logiques solidaires, il est impossible de neutraliser les effets nocifs des énergies fossiles dont l'exploitation a rendu la terre exsangue et les ressources rares.

Katowice a montré les limites d'un Accord de Paris sans doute pragmatique, mais qui a laissé les Etats dans la logique de leurs égoïsmes souverains. C'est pour cela que le monde avance à reculons.

Bosangi

Une publication de Hysacam
B.P. : 1420 Douala.
Tél. +237 233 37 44 14
Fax : +237 233 37 47 73
B.P. : 781 Yaoundé
Tél. +237 222 22 13 79
Fax : +237 222 22 53 44

Directeur de publication
Michel NGAPANOUN

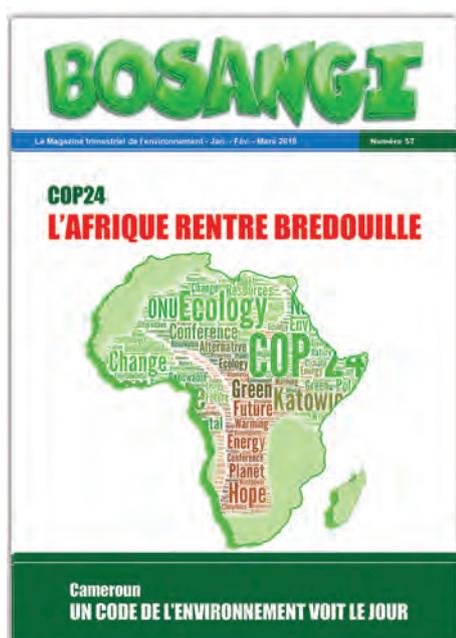
Rédacteur en chef
Garba AHMADOU

Secrétaire de rédaction
Innocent EBODE
Ont participé à ce numéro :
Janvier NGWANZA OWONO, Jean Loïc AMOUGOU, Eric Vincent FOMO, Jator NJENYU, Boris NGOUNOU, Jean Celestin EDJANGUE

Direction artistique
Valentin OMBIBI
Marque Plus
Tél : +237 696 69 84 02
marqueplus@yahoo.com

Impression : Print Industry
Tél : +237 233 42 63 93

Sommaire



6-11

Actualité

6. Recyclage 2.0, UNE START-UP PROPOSE UNE COLLECTE INTELLIGENTE DES DECHETS *par Janvier NGWANZA OWONO*
7. Pré-collecte des ordures ménagères, TROIS ENTREPRISES ENTRENT EN JEU A DOUALA *par Jean Loïc AMOUGOU*
9. Reporterre, UN SITE D'INFORMATION ENGAGE DANS LE COMBAT ECOLOGIQUE, *par Boris NGOUNOU*
- 10-11. Justice climatique, VERS UNE PLAINTÉ CONTRE L'ÉTAT FRANÇAIS, *par Jean-Célestin EDJANGUE à Paris*

12-21

Dossier

LA COP 24 N'A PAS TENU LA PROMESSE DES FLEURS

Du Lundi 3 décembre au Samedi 15 décembre 2018, la ville de Katowice, en Pologne, a abrité la COP 24. Malgré l'accueil convivial, les questions importantes, les résolutions de la Cop 24 ne semblent pas avoir fait évoluer d'un iota les engagements de l'Accord de Paris. Bilan d'une Cop sans révélations.

- 13-14. KATOWICE, A HOST CITY OF COP24 *by Jator NJENYU*
- 15-16. COP 24 ENTRE ENJEUX ET OBJECTIFS, UN JEU DE YOYO !
par Jean-Célestin EDJANGUE
17. LES « GRANDS » DU MONDE ONT MANQUÉ À L'APPEL
par Eric Vincent FOMO
18. PRÉSENCE DISCRÈTE DES DÉLÉGATIONS AFRICAINES
par Janvier NGWANZA
- 19-20. GREEN FUNDS DRY UP FOR DEVELOPING COUNTRIES
par Janvier NGWANZA
21. Résolutions de la COP 24, DES LENDEMAINS PLUS SÛRS VERS L'ATTEINTE DE L'OBJECTIF DE 1,5 °C
par Boris NGOUNOU

15





« Code de l'environnement au Cameroun, codification-compilation » a été édité en décembre 2018 chez Panthéon. L'ouvrage disponible en 3 tomes d'environ 100 textes chacun, permet de mieux appréhender, les mécanismes de la réglementation des questions environnementales et de développement durable au Cameroun.



France, LES GILETS JAUNES



Louise Mushikiwabo, DE LA DIPLOMATIE A LA FRANCOPHONIE

L'interprète de formation âgée de 57 ans vient d'ajouter une corde à son arc : celle de secrétaire général de l'Organisation Internationale de la Francophonie.

23-25

Evènement

1. UN CODE DE L'ENVIRONNEMENT VOIT LE JOUR AU CAMEROUN
par Boris NGOUNOU
2. Germany, DEADLOCK IN RADIOACTIVE WASTE *by Jator NJENYU*
3. L'ATLANTIQUE ENGLOUTIT SAINT-LOUIS DU SENEGAL
par Janvier NGWANZA OWONO

26

Nouvelles d'ailleurs

Assainissement, ABIDJAN FAIT SA MUE *par Eric Vincent FOMO*

27-28

Réflexions

France, LES GILETS JAUNES S'INVITENT DANS LE DEBAT PUBLIC
par Jean-Célestin EDJANGUE

29

Regards

Conakry, L'EPINEUX PROBLEME DE L'INSALUBRITE
par Jean Loïc AMOUGOU

30

Carte postale

Conakry

31

Portrait

Louise Mushikiwabo, DE LA DIPLOMATIE A LA FRANCOPHONIE
par Eric Vincent FOMO

33

Note de lecture

LES HEROS DE L'ENVIRONNEMENT *par Jean-Célestin EDJANGUE*

34

Forum des lecteurs

Recyclage 2.0

UNE START-UP PROPOSE UNE COLLECTE INTELLIGENTE DES DECHETS

Lancé en 2016, COLIBA répond à une problématique simple : comment gérer les tonnes de déchets plastiques qui s'accumulent ? L'entreprise a mis en place via une plateforme un programme de collecte d'ordures. Elle effectue alors le tri des déchets et offre aux utilisateurs la possibilité d'en tirer profit (argent, matériels de tri d'ordures, kits scolaires).



Janvier NGWANZA OWONO

Une tonne de déchets collectés chaque mois. COLIBA travaille exclusivement avec des femmes dans son centre de tri. Un choix justifié par le fait que ce sont des personnes vulnérables, plus exposées à la pauvreté. L'engagement de l'entreprise est de leur permettre de se sentir plus autonomes.

COLIBA s'adresse aux ménages, restaurants, hôtels, écoles, marchés, centres commerciaux, et tout autre producteur habituel ou ponctuel d'ordures. Ainsi que tous ceux qui veulent profiter de la collecte des ordures. COLIBA revalorise ainsi les déchets plastiques et participe à la préservation de l'environnement. En effet, elle permet de réduire de manière mesurable ces déchets.

Le marché du recyclage des déchets plastiques en Côte d'Ivoire est estimé à plus de 120 milliards de FCFA soit plus de 180 millions d'euros, selon l'Agence nationale de la salubrité urbaine (ANASUR). L'entreprise prévoit de capturer 300 tonnes de déchets plastiques/mois. Soit 15% des déchets plastiques dans la ville d'Abidjan. L'objectif est d'implanter la solution partout dans le pays. COLIBA tient à saisir les opportunités économiques liées au recyclage de déchets solides.

A titre illustratif au Nigéria, les activités de recyclage des déchets de la région de Lagos génèrent chaque année plus de 250 millions de dollars de revenus. Cependant, la même condition ne s'applique pas aux autres pays d'Afrique de l'Ouest, car la plupart de ces entreprises ne disposaient pas d'un volume suffisant de déchets solides à traiter et à exporter vers les marchés internationaux tels que l'Inde et la Chine. COLIBA est déterminée à saisir cette opportunité pour fournir un approvisionnement cohérent et fiable en déchets à des entreprises de recyclage à un prix compétitif.

En effet, l'initiative s'inscrit dans le cadre du projet ville durable initié par le gouvernement ivoirien. Car ne l'oublions pas, les déchets plastiques ont un impact nocif sur la santé et l'environnement. S'il n'est pas recyclé, il finit dans la nature et les océans, souvent ingérés par les animaux. Au niveau santé, de récentes études ont démontré les effets nocifs du plastique sur le corps humain (diminution de la fertilité chez l'homme par exemple). Essentiellement dû à deux composés pointés du doigt : le bisphénol (BPA) et le palatale de di-2-éthylhexyle

(DEHP). Enfin son faible coût rend son utilisation massive et jetable.

L'objectif de COLIBA dans les prochains mois est de déployer le projet à Abidjan dans les 10 communes de la ville. Mais COLIBA ne s'arrête pas là ! L'entreprise doit s'implanter aussi dans deux villes majeures d'Afrique de l'Ouest : Lomé et Lagos. En Côte d'Ivoire et au Ghana, il n'existe pas encore de startup spécialisée dans la gestion des déchets.

En revanche, des circuits de récupération informels (des filières plus ou moins organisées où des femmes font du porte à porte pour collecter des bouteilles en plastiques et les revendre) sont mis en place dans des conditions peu satisfaisantes (le tri directement dans les poubelles ou décharges). COLIBA, propose aux usagers africains une solution innovante pour la collecte de leurs déchets plastiques qu'elle revend parfois à des entreprises de recyclage.

L'avenir s'annonce propice à cette initiative. En effet, avec une capture de 300 tonnes de déchets par mois sur 10 communes de la ville d'Abidjan, les 3 ans à venir verront une marge de croissance de plus 20 % de l'activité. L'entreprise espère ainsi réaliser en Côte d'Ivoire un chiffre d'affaire en millions d'euros...

Pré-collecte des ordures ménagères TROIS ENTREPRISES ENTRENT EN JEU A DOUALA

Elles interviendront dans le cadre de la pré-collecte des ordures ménagères dans certains arrondissements de la ville de Douala à accès difficile.



Jean Loïc AMOUGOU

Cameroun Alert System, Buil Pa Busco et Genelcam, sont les trois entreprises auxquelles la Communauté urbaine de Douala a attribué le marché de la pré-collecte le 4 septembre 2018.

Le montant des transactions s'élève à 1,4 milliards de FCFA pour une période de 14 mois. Un montant qui est réparti en quatre lots. Le premier lot et le troisième lot sont affectés à Cameroun Alert System sarl pour un montant de 872 millions de FCFA. Les 2e et 4e lots sont affectés respectivement à Buil pla Bus Co et Groupement Genelcam pour un montant de 245 et 287 millions chacun.

Ces entreprises vont intervenir dans les zones d'accès difficiles qui ne sont pas desservies par Hysacam, le principal opérateur de la propreté urbaine au Cameroun. Elles vont acheminer ces déchets issus des zones enclavées vers les points de passage des camions d'Hysacam.

Il faut dire que en vue de l'assainissement de la capitale économique du Cameroun, la Communauté urbaine de Douala avait revu à la hausse son

budget alloué au ramassage des ordures ménagères. A l'issue de la session ordinaire du conseil du 4e trimestre consacré au vote du budget de l'exercice 2018 de la ville de Douala, en décembre 2017, le budget alloué à la gestion des déchets générés par Hysacam a augmenté de 600 millions de FCFA dans les prévisions budgétaires de 2018.

La marginalité de certains quartiers dans l'accès au système formel de gestion des déchets a favorisé le développement d'un service parallèle de collecte des ordures auprès des ménages en Afrique sub-saharienne. Il s'agit de la pré-collecte.

C'est une opération qui consiste à rassembler les déchets dans des récipients ou des véhicules à traction humaine ou animale pour leur cheminement depuis leur lieu de production jusqu'au lieu de prise en charge par le service de collecte officiel.

Ce système permet d'universaliser la collecte des déchets dans plusieurs villes africaines comme Dakar, Cotonou, Abidjan et Lomé. Ce service alternatif, et bien d'autres tels que les

réseaux informels de distribution d'eau et d'électricité, ont été analysés dans les villes africaines comme l'expression d'un modèle composite dans lequel le réseau cohabite avec les extensions non conventionnelles de son propre système sociotechnique et des fonctionnalités hors réseau.

Ces offres alternatives de services en milieu urbain africain, sont flexibles, et s'adaptent à l'évolution urbaine et sont surtout destinées aux populations pauvres. La pré-collecte comme activité populaire et informelle reste stigmatisée par les pouvoirs publics comme dangereuse et polluante.

Pourtant on se rend compte sur le terrain qu'elle a des enjeux multiples sur le plan socioéconomique, environnemental et permet surtout au système urbain de gestion des déchets de fonctionner et de limiter les risques relatifs à l'hygiène et à la salubrité.

L'entrée en jeu de trois sociétés de pré-collecte à Douala, en plus de ce que fait déjà Hysacam l'opérateur historique qui agit dans la ville depuis 50 ans, va avoir une incidence plurielle.

Reporterre

UN SITE D'INFORMATION ENGAGÉ DANS LE COMBAT ÉCOLOGIQUE

Au confluent entre le militantisme et la déontologie journalistique, Reporterre se consacre au traitement de l'actualité sur l'environnement. Ce site d'information français contribue ainsi à la mise en lumière des questions environnementales, dans un contexte mondial où les médias y accordent peu d'intérêt.

Boris NGOUNOU

Vendredi 21 décembre 2018, un reportage, intitulé «Paroles d'Amérindiens sur la Montagne d'or, en Guyane», est publié sur le site Reporterre. La vidéo d'une durée 5 minutes et 43 secondes, présente les raisons de la contestation au tour du projet minier de la Montagne d'or, dans l'ouest de la Guyane (une région d'outre-mer française située sur la côte nord-est de l'Amérique du Sud). Des amérindiens, populations autochtones, regroupées au sein du collectif. Hors de question, dénoncent le mépris fait à leur égard par les porteurs d'un projet dont l'aboutissement aurait de grave conséquent sur l'environnement (déforestation et gouffre à hydrocarbures, soit 44 millions de litres de carburants par an).

Mais dans son habituel dévouement pour les causes écologiques, l'auteur de ce reportage, Stéphane Trouille, journaliste reporter d'images et activiste, est interpellé le 8 décembre 2018 à Valence, lors d'une manifestation des Gilets jaunes. Il s'était opposé à une violence policière. Lors de son procès le 26 décembre, il a été condamné à 12 mois de prison ferme. C'est peut-être triste sort, et pourtant les journalistes de Reporterre semblent s'y être accommodés depuis belle lurette.

Le 28 novembre 2013, le site a marqué un tournant décisif dans sa vocation à informer sur les liens entre la crise écologique, les injustices sociales, en publiant le premier reportage de la presse française sur l'opposition au projet de barrage de Sivens, dans la vallée du Testet (Tarn). Rémi Fraise, jeune botaniste de 21 ans, bénévole de Nature Midi-Pyrénées, a été tué dans cette contestation en octobre 2014 par une grenade offensive de la gendarmerie pour avoir manifesté contre le barrage. Le traitement de cette actualité a permis au site de se faire une crédibilité journalistique et à accroître son lectorat. Reporterre est en effet le premier magazine français sur l'écologie à paraître depuis La Gueule ouverte et Le Sauvage. Sa parution en 1989 témoigne du réveil de l'écologie en France. Le titre vend alors en moyenne 26 000 exemplaires par mois et compte jusqu'à 4 400 abonnés payants. Mais l'insuffisance des moyens financiers l'oblige à s'arrêter. Car contrairement à une majorité de médias, le journal n'affiche aucune publicité.

En 2007, Reporterre est relancé sur internet. Le quotidien de l'écologie est piloté et géré par La Pile (Association pour une presse indépendante, libre et écologique), créée officielle-

ment en janvier 2013. Elle est présidée par Olivier Mugler et animée par un conseil d'administration composé de bénévoles. Ce conseil prend les décisions importantes sur l'orientation du site, et assure la gestion de ses activités. Le rédacteur en chef du site est Hervé Kempf, qui est également directeur de la publication. La rédaction permanente est enrichie par la collaboration ponctuelle de journalistes indépendants, de photographes et d'illustrateurs.

Il n'y a jamais eu autant de monde à lire Reporterre, le site reçoit plus de 15 000 visiteurs par jour.

Le journal vit à 68 % des dons de ses lecteurs pour un budget de 27 000 € par mois et une publication quotidienne de cinq articles. Actuellement, Reporterre est animé par cinq journalistes professionnels, et deux salariés en charge de son développement. Les dons permettent de rémunérer ces professionnels qui font la qualité du journal, et de financer les besoins logistiques et administratifs, comme la location de nos bureaux, l'achat de matériel professionnel, et la réalisation des enquêtes de terrain. L'objectif économique de Reporterre est de vivre à 100 % du soutien de ses lecteurs, avec un avenir assuré par des dons mensuels.

Africités 2018

LES COLLECTIVITES LOCALES SUR LE FRONT DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Le Sommet de Marrakech a engagé les parties prenantes à engager des politiques et stratégies de développement orientées vers la préservation de l'environnement et la lutte contre le changement climatique.

Eric Vincent FOMO

« La transition vers les villes et territoires durables : le rôle des collectivités territoriales d'Afrique ».

C'est sous ce thème que s'est célébré le 8e Sommet international des cités et collectivités territoriales d'Afrique « Salon Africités », à Marrakech au Maroc du 20 au 24 novembre 2018. Les travaux se sont clôturés avec l'adoption de la Déclaration d'Africités-8. Déclaration dans laquelle il est important, pour les maires, les experts, les élus, les responsables gouvernementaux, les parlementaires, les organisations de la société civile, les universités et le secteur privé, de prendre plusieurs mesures afin de réaliser les changements souhaités dans les villes et cités africaines. En ce qui concerne notamment le développement durable, l'Afrique doit définir et mettre en œuvre des politiques et stratégies de développement, d'intégration et de coopération pour une contribution plus importante des collectivités territoriales du continent. Alors que la plupart des villes africaines sont confrontées à une urbanisation massive et à d'autres défis liés notamment à l'accès à l'eau et assainissement, au logement..., une mise au vert est nécessaire pour limiter les émissions de carbone, principaux vecteurs du changement climatique.

Le secrétaire général de l'organisation Cités et Gouvernements locaux unis d'Afrique (CGLUA), Jean-Pierre Elong Mbassi, a d'ailleurs souligné que le Sommet Africités de Marrakech a donné l'occasion à l'Afrique d'inventer son avenir et



d'inviter le monde pour édifier un futur durable pour tous les Africains. Dans ce registre, l'Afrique locale incarne le futur de l'Afrique que nous voulons tous, une Afrique développée et prospère, a-t-il précisé. Pour relever les défis du développement durable, l'Afrique doit donner un coup d'accélérateur au processus de décentralisation. « Il est impératif que la dynamique de décentralisation qui semble en panne dans de nombreux pays africains puisse non seulement être effective, mais aussi et surtout relancée », a confié la présidente de l'organisation CGLUA, Rose Christiane Ossouka-Raponda, par ailleurs maire de Libreville au Gabon. La coopération décentralisée est tout aussi importante. Ce mécanisme, s'il est mis en place, constituera un cadre de dialogue et de communication entre élus et acteurs locaux, de manière à permettre de tisser des relations autour d'initiatives de développe-

ment, d'échanger les expériences et de diffuser les bonnes pratiques communales dans une approche win-win.

Le Sommet Africités 2018 a enfin permis de lancer officiellement la campagne africaine « Pour des villes africaines sans enfants en situations de rue ». L'initiative du Réseau des Femmes Elues Locales d'Afrique place l'enfance au cœur de la politique urbaine du continent et s'inscrit dans l'agenda universel des Objectifs du Développement durable (ODD 2030). 20 villes d'Afrique ont déjà souscrit à cette campagne. Selon le commissariat général du Salon, l'édition 2018, c'est au total 8 300 participants environ et représentant plus de 77 pays, dont 53 pays africains et près de 3 000 élus locaux, maires et autres leaders des collectivités territoriales. La 9e édition du « Salon Africités » se tiendra en 2021, à Kisumu au Kenya.

Justice climatique VERS UNE PLAINTE CONTRE L'ETAT FRANÇAIS

Une pétition lancée en ligne, par quatre Organisations non gouvernementales(ONG) et des personnalités de la société civile, mi-décembre 2018, sur l'«inaction du gouvernement» en matière de lutte contre le réchauffement climatique, a recueilli plus de 1,7 million de signatures en une semaine. Ses initiateurs veulent saisir le tribunal administratif de Paris pour «forcer les pouvoirs publics à agir contre les émissions de gaz à effet de serre». Une démarche citoyenne qui prend un caractère historique.

Jean-Célestin EDJANGUE à Paris

«C'est du jamais vu dans une mobilisation online sur le climat. La preuve que l'union fait la force». Cyril Dion, célèbre réalisateur du film «Demain» et l'un des signataires de la pétition lancée en ligne pour «contraindre les autorités françaises à agir» contre le réchauffement climatique, peut exprimer sa satisfaction, précisant que «La Fondation pour la Nature et l'homme, Greenpeace France, Notre Affaire à Tous et Oxfam France souhaitaient un électrochoc. Il a eu lieu.» Et de quelle manière! L'ancien ministre d'Etat, ministre de la Transition écologique et solidaire, Nicolas Hulot, qui a démissionné avec fracas pour «désaccords avec plusieurs mesures prises par l'exécutif», quinze mois seulement après sa nomination dans le gouvernement d'Edouard Philippe, semble avoir retrouvé toute sa verve, se félicitant de ce que l'action initiée par les quatre ONG a largement dépassé son objectif: «La mobilisation citoyenne est à saluer et ne demande qu'à être concrétisée», souligne-t-il. Nicolas Hulot ne boude pas son plaisir, lui qui a avalé bien des couleuvres quand il était membre du gouvernement par solidarité avec ses collègues ministres, faisant sienne la maxime devenue célèbre de Jean-Pierre Chevènement. «Un ministre, ça ferme sa gueule. Si ça veut l'ouvrir, ça démissionne», avait lancé l'ancien ministre de



François Mitterrand. Plus de trente ans après, Nicolas Hulot l'a rigoureusement appliquée, estimant sans doute que la transition écologique proclamée dans des discours politiques et clientélistes restait, en réalité, une simple vue d'esprit. «Une adhésion citoyenne inédite» Pour les quatre associations qui ont lancé la pétition en ligne, la participation des populations est allée bien au-delà de ce qui était attendu avec plus d'un million de réponses enregistrées en quelques jours seulement. «C'est une mobilisation d'une ampleur inédite en un temps record, qui démontre l'évolution de la prise de conscience citoyenne, la soif de justice et la volonté d'actes concrets sur le climat. Et elle ne fait que commencer», affirme Jean-François Julliard, Directeur de Greenpeace France, avant de poursuivre «un million de personnes et sans doute plus demandent des

comptes à l'Etat pour son inaction climatique, c'est historique. Emmanuel Macron ne peut plus se contenter d'effets de manche sur le climat». Même son de cloche du côté de chez Oxfam France dont la présidente, Cécile Dufлот, ancienne ministre du Logement et de l'Egalité des territoires de François Hollande, considère que l'opération en elle-même «est déjà un événement inédit». Elle qui a annoncé en 2017 qu'elle abandonnait la politique, ayant perdu son mandat électif lors des élections législatives, semble apprécier de faire la politique autrement, via la société civile. Rien d'étonnant alors que les quatre ONG avancent des chiffres qui peuvent donner le tournis. Le site de la pétition en ligne a recueilli certains jours jusqu'à 1,25 million de visites uniques avec des pièces à 100 mille par heure! Quant à la vidéo qui l'accompagne et dans laquelle s'ex-

priment des célébrités du monde du spectacle comme le comédien Elie Sémoun, l'artiste Abd-al-Malik, l'actrice Juliette Binoche ou encore des You tubeurs extrêmement populaires à l'instar de Mc Fly et Carlito, elle a été vue par des millions de personnes sur Facebook. Greenpeace France, La Fondation pour la Nature et l'Homme, Notre Affaire à Tous et Oxfam France, des associations à l'origine de la pétition en ligne qui fait un tabac auprès des populations sensibles à la cause climatique, ont au préalable adressé une requête au gouvernement du Premier ministre, Edouard Philippe, et au Chef de l'Etat, Emmanuel Macron, pour «carence fautive» et «action défailante» dans la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre (GES), tout cela dans le contexte des conclusions de la 24^{ème} Conférence des Parties sur le climat (COP 24), à Katowice, en Pologne.

Nombreux sont d'ailleurs les observateurs qui voient dans la démarche des initiateurs de la pétition en ligne, la conséquence directe de la déception née du résultat de la COP 24, même si les quatre ONG affirment à qui veut les entendre que l'idée d'une action en justice contre l'Etat français mûrissait depuis plusieurs mois déjà. Dans tous les cas, une réponse de l'Etat est attendue d'ici la mi-février 2019 avant un recours juridique devant le tribunal administratif de Paris. Déjà, l'affaire divise la classe politique de l'hexagone. L'écrasante majorité des partis écologiques ne participant pas au gouvernement abondent dans le sens de l'action engagée contre les autorités dirigeantes. Ce qui n'est pas le cas d'un François de Rugy, ministre de la Transition écologique, qui s'est dit heureux que les citoyens s'expriment sur la question du dérèglement climatique, estimant par ailleurs que cette démarche initiée par des ONG constituait «peut-être aussi une réplique aux mouvements des gilets jaunes qui parlent parfois de l'écologie comme d'un problème», avant de conclure: «Ce

n'est pas dans un tribunal qu'on va faire baisser les émissions de gaz à effet de serre».

«L'effet Urgenda aux Pays-Bas»

Il n'est pas sûr que François de Rugy suive bien l'actualité de la justice climatique et l'engouement qu'elle semble susciter de plus en plus notamment en Europe. Sinon, il saurait que la Cour d'Appel de la Haye, aux Pays-Bas, a sommé le 9 octobre 2018, l'Etat hollandais à faire plus dans la lutte contre le réchauffement climatique. Confirmant ainsi le jugement pris en première instance, à savoir que les Pays-Bas doivent viser l'objectif de baisse de 25% des émissions de CO2 d'ici 2020 pour tenir ses obligations vis-à-vis des néerlandais et du reste de la planète. L'action intentée par un groupe de 886 citoyens a obtenu l'appui de l'ONG Urgenda.

En France, même si l'idée d'un recours juridique, contre l'Etat, des associations et personnalités people pour «inaction climatique» suite à une pétition en ligne signée par plus d'un million de citoyens est une grande première, l'Etat a souvent été poursuivi pour sa défaillance en matière de protection de l'environnement.

En juillet 2015, par exemple, 78 associations avaient fait un recours devant le Conseil d'Etat pour «contraindre le gouvernement à respecter la décision de la plus haute juridiction de l'Etat par une exécution forcée de la décision sous astreinte», relative à la pollution de l'air. En effet, une enquête sénatoriale sur le coût de la pollution de l'air a rendu son verdict mi-juillet 2015. La Commission d'enquête présidée par la sénatrice-écologiste Leïla Aïcha évalua à 101,3 milliards d'euros par an le coût de la pollution atmosphérique dans l'hexagone dont 97 milliards d'euros pour les effets sanitaires et économiques et 4,3 milliards d'euros restants pour les coûts non sanitaires (chute des rendements agricoles, bâtiments dégradés, coûts des politiques de prévention...). Des montants qui, selon la sénatrice, sont «sous éva-

lués» puisque nos portant que sur deux polluants: les particules fines et l'ozone. En juillet 2017, le Conseil d'Etat estimait que le non-respect des valeurs limites en particules fines et oxydes d'azote viole la directive sur la qualité de l'air et avait alors sommé le gouvernement d'adopter rapidement des plans nécessaires pour y remédier. Une injonction restée lettre morte, ce qui provoqua l'agacement des associations telles que Les Amis de la Terre: «le gouvernement continue d'ignorer cette décision de justice et tarde à prendre des mesures efficaces pour améliorer la qualité de l'air sur l'ensemble du territoire», s'insurgeaient-ils, insistant sur le fait que les pouvoirs publics, en optant pour l'élaboration des feuilles de routes en lieu et place des mesures urgentes et donc forcément immédiates, sont d'emblée hors sujet. Ce d'autant plus que ces feuilles de route n'ont pas davantage convaincu la Commission européenne qui, à son tour, a formulé devant la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), un recours contre la France pour «non-respect des valeurs limites fixées pour le dioxyde d'azote. La France n'ayant pas pu prouver, lors de l'ultimatum qui lui a été servi un trimestre auparavant, que des mesures urgentes allaient effectivement être prises pour rectifier le tir.

Les Pays-Bas et la France. Deux cas avec des similitudes et des différences. Mais deux affaires révélatrices de ce que la justice climatique est inexorablement en marche. Dans un ouvrage publié en octobre 2018 sous le titre «Procès climatiques: entre le national et l'international», chez Pedone, Christel Cournil et Léandro Varison, deux membres de l'ONG Notre Affaire à Tous, les auteurs mettent le doigt sur la complexité de cette justice. A la fois si proche et si lointaine, si simple à saisir en apparence et tellement difficile en réalité à atteindre. A moins d'avoir la bonne information et de se regrouper... l'union faisant la force !



DOSSIER

LA COP 24 N'A PAS TENU LA PROMESSE DES FLEURS

Du Lundi 3 décembre au Samedi 15 décembre 2018, la ville de Katowice, en Pologne, a abrité la COP 24. Malgré l'accueil convivial, les questions importantes, les résolutions de la Cop 24 ne semblent pas avoir fait évoluer d'un iota les engagements de l'Accord de Paris. Bilan d'une Cop sans révélations.

KATOWICE, A HOST CITY OF COP24

COP24 was held in Katowice – a city of spectacular change, where tradition meets modernity.

Jator NJENYU

COP24 is the informal name for the 24th Conference of the Parties to the United Nations Framework Convention on Climate Change. The choice of Katowice as a host city of COP24 was not accidental. The sustainable transformation experienced in recent years by Katowice is an excellent illustration of developing the just transition concept - one of COP24 leading themes.

Only 25 years ago the city was mainly associated with coal mining and heavy industry. Today Katowice is famous for its cultural zone whereas Upper Silesia and Dabrowskie Metropolis are becoming a region of science, modern business and sustainable investments.

COP24 took place at the International Congress Centre (ICC) – modern building combining a number of functions, it serves as a venue for congresses, conferences, exhibitions, trade shows and performances. It comprises 35 conference rooms where the largest one of 8.100 m² has a capacity of 1,200 people. What is interesting, ICC is located in the place of the former Katowice coal mine. That is a clear illustration of the city's recent transformation and fits in perfectly in the concept of the event.

Choice of Poland as host

Poland was chosen as the upcoming President by the Eastern European Group, whose turn it is to host the conference following Asia-Pacific in 2017.

Several potential locations were considered by the Polish authorities as the host city for the event – which will be the fourth time that Poland has presided over a UN climate change conference. Two previous Conferences of the Parties (COPs) were held in Poland – COP 14 in Poznań, in 2008, and COP 19 in Warsaw, in 2013. Poland also presided over COP 5 in Bonn in 1999.

Polish Environment Minister Prof. Jan Szysko chose the occasion of a visit to Poland by Patricia Espinosa, the Executive Secretary of the UN Framework Convention on Climate Change (UNFCCC), June 1, 2018, to announce that the southwestern city of Katowice has been given the green light.

Ms. Espinosa was shown a research center in Toruń where the government of Poland is scientifically monitoring how forests absorb carbon. Forest protection is

a key part of efforts to address climate change.

“Better managing, conserving and expanding of forests is going to play a crucial role in meeting the objectives of the Paris Agreement. Indeed, we will need to see transitions across all sectors and all economies if the full potential of the Agreement is to be realized over the 21st century,” she added.

Ms. Espinosa said she looked forward to joining with the people of Poland to realize a successful conference that pushes forward the implementation of the Paris Agreement.

Statement on progress in negotiations

Polish Presidency informs that a preliminary version of the package implementing the Paris Agreement has been worked out.

Several days of intensive work has produced results in the form of closing particular areas. In two weeks a whole range of fundamental as well as very detailed and technical issues constituting a complicated and very difficult document were discussed.

The Presidency is currently consulting the text with the negotiating groups. The first open consultation took place on December 13. The Polish Presidency is committed to ensuring that all groups are heard and that the final version of the document is the result of a consensus that satisfies all those involved. It is so important because in the rules elaborated in Katowice the Parties shall adopt a path that each of them will follow for the intensification of their climate protection efforts. The objective of the negotiations is to arrive at a balanced text that equally safeguards the interests of all the Parties. The Parties have demonstrated their willingness to reach an agreement but, the last phase of negotiations is usually the most difficult and intensive.

Key outcomes agreed upon

This year's COP24 annual UN climate conference concluded after two weeks of tension-filled talks.

Nearly 23,000 delegates descended on the coal-tinged city with a deadline for hashing out the Paris Agreement “rulebook”, which is the operating manual needed for when the global deal enters into force in 2020.

This was mostly agreed, starting a new international climate regime under which all countries will have to report their emissions – and progress in cutting them – every two years from 2024.

But as countries wrestled with the “four-dimensional spaghetti” of competing priorities – as one delegate put it to Carbon Brief – they clashed over how to recognize the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) special report on 1.5C and whether to clearly signal the need for greater ambition to stay below this temperature limit.

The final outcome included hints at the need for more ambitious climate pledges before 2020, leaving many NGOs disappointed at the lack of more forceful language. Meanwhile, new research released at the COP showed global emissions were going up, not down.

With tension mounting across the fortnight of the talks, UN secretary-general António Guterres had to visit the COP several times to force progress. Despite settling on large parts of the Paris rulebook, countries failed to agree the rules for voluntary market mechanisms, pushing part of the process onto next year's COP25 in Chile.

Here, Carbon Brief provides in-depth analysis of all the key outcomes in Katowice – both inside and outside the COP...

Polish COP

Poland's role as host of the UNFCCC's annual talks for the third time in 11 years proved significant.

Its choice to hold the COP in Katowice, in the heart of the coal-dominated region of Silesia, was poignant, particularly as several coal-sector companies were chosen as partners for the talks.

Poland also announced the opening of a new coal mine in the region shortly before the conference began. Around 80% of the country's electricity currently comes from coal.

Delegates arriving at the talks were met by the taste of coal in the air and high levels of smog, as well as an accolade from the Polish Coal Miners Band. It was very quickly noted that the Katowice pavilion inside the COP venue featured walls, floors, soap and even earrings all made from coal. “There is no plan today to fully give up on coal,” Poland's president, An-

drzej Duda, told the opening plenary. However, Poland's presidency also sought to highlight the issue of a "just transition" for workers away from fossil-fuel jobs. Bert De Wel, policy officer at the International Trade Union Confederation (ITUC), told DeSmog UK:

"[N]ever, ever, before had climate negotiators debated so much about the impacts of the energy transition on workers and their communities."

One element of this was the Polish presidency's launch of the "Silesia declaration", signed by some 50 countries, during the first week of the COP. It was notable that this total was only around a quarter of the nearly 200 countries present, with the document adopted by acclamation rather than consensus. It was only "noted" in the final COP text.

The declaration emphasized the need for emission-reducing policies to ensure "a just transition of the workforce" that creates "decent work and quality jobs".

The Polish presidency also launched a declaration on "forests for climate", highlighting the important role of forests in reaching Paris Agreement goals. However, some NGOs expressed concern that the declaration showed signs that Poland hopes to use carbon offsets from forests to delay efforts to reduce emissions. Others noted the declaration didn't include any concrete near-term targets.

A further declaration, released jointly by the Polish presidency and the UK, targeted low-emission transport. Joined by 38 countries and 1,200 companies, it urged cooperation to "renew efforts" to help achieve "an e-mobility revolution".

A further controversy came when Poland reportedly denied entry at its border to at least a dozen COP24 participants. Poland was also criticized by Human Rights Watch ahead of the talks for introducing a new law this year which would "hamper the rights of environmental activists to protest" at the climate talks.

'Welcoming' the IPCC 1.5 report

The special report on the impacts of 1.5C global warming, published by the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) in October, became a major source of tension at the talks.

At the end of the first week, four countries – the US, Saudi Arabia, Russia and Kuwait – delayed the conclusion of a technical plenary by refusing to "welcome" the report. Instead, they only wanted to "note" it, which led furious climate-vulnerable countries to trigger a clause which means the resolution has been postponed until the next SBSTA session in 2019.

The 1.5C report had been originally formally requested by countries at the 2015 climate talks in Paris, and the dispute on whether to welcome it came despite the

majority of countries speaking in favour of the report.

In an exclusive interview with Carbon Brief, Saudi Arabia's senior negotiator Ayman Shasly sought to explain why his country was hesitant to welcome a report that had, as he claimed, "scientific gaps [and] knowledge gaps".

The wording was somewhat fudged in the final COP decision text. It did not "welcome" the report, but did welcome its "timely completion" and "invited" countries to make use of the report in subsequent discussions at the UNFCCC.

Another report also helped to set a sense of urgency at the talks. During the first week, the latest annual estimates of global emissions from the Global Carbon Project (GCP) found that output from fossil fuels and industry will likely grow by around 2.7% in 2018, the fastest increase in seven years.

Paris rulebook agreed

At the heart of talks in Poland was the Paris "rulebook", which was mandated in 2015 to be finalized by the end of COP24. This is the detailed "operating manual" needed for the Paris Agreement to enter force in 2020.

The rulebook covers a multitude of questions, such as how countries should report their greenhouse gas emissions or contributions to climate finance, as well as what rules should apply to voluntary market mechanisms, such as carbon trading.

Two common threads ran through each area of these areas. First, whether to agree a single set of rules for all countries – with flexibility for those that need it – or to maintain the current divide between rules for rich and poor. This is referred to as "differentiation", or sometimes "bifurcation".

The second thread was the provision of climate finance to help developing nations adapt to the impacts of global warming, mitigate their emissions and participate fully in the Paris process.

Ahead of the COP, the "co-chairs" and "co-facilitators" of the technical talks had tried to improve on the 307 pages of draft rulebook text that emerged from talks in Bangkok, Thailand, in September. They had whittled this down by mid-October to a series of nine "addendums" covering 236 pages.

This left negotiators with a far larger and more technical task than they faced before the Paris COP21 in 2015. Indeed, heading into the talks at Katowice, the climate diplomats coordinating the process warned: "Time will not be on our side...there are still far too many options on the table."

Despite this time pressure, negotiators repeatedly missed deadlines for new ver-

sions of their texts during the first week at COP24. This meant technical talks spilled into week two, continuing alongside high-level ministerial sessions after having officially closed late on the middle Saturday.

Carbon Brief tracked the negotiating texts throughout the session in an open-access spreadsheet. This records the number of pages of text in each iteration, as well as the number of square brackets – indicating areas of disagreement – and the number of different "options" still on the table.

Starting with nearly 3,000 brackets before the talks began, negotiators faced an uphill struggle to move towards "clean" text – with zero brackets or options – on which all could agree.

Part way into week two the talks reached a crunch phase, with COP president Michał Kurtyka telling delegates: "The current approach to negotiations is exhausted. Many texts are stuck. From now on we will move under the authority of the Polish presidency."

In practice, this change of gears meant that the presidency took ownership of the texts – a tricky balancing act between making progress and angering those countries or blocs whose language was lost. The resulting shorter texts can be seen from 11 December in the chart, below.

Finally, a much-delayed late-night plenary on Saturday, 15 December, signed off the rulebook with zero brackets and options remaining.

Overall, the deal tends towards single sets of rules for all countries, with wide latitude for those that lack the capacity to meet them. The 133-page rulebook text uses legally-binding language ("shall") in 260 places, compared to only 110 uses of the looser "should".

On finance, the rules are nevertheless relatively permissive, giving flexibility to rich nations in what and how they report their contributions. (See below for analysis of the key sections of the text.)

One casualty was the complex and technical Article 6 rules for voluntary carbon markets. This had been effectively held hostage by Brazil, which tried to water down rules to stop "double counting" of emissions cuts by the country where they were generated, as well as the country buying the offsets.

Unable to reach agreement, the talks instead passed the matter to next year's COP25 in Chile. The COP24 decision on Article 6 reads: "Draft decision texts on these matters in the proposal by the president were considered, but...parties could not reach consensus thereon."

COP 24

ENTRE ENJEUX ET OBJECTIFS : UN JEU DE YOYO !

La 24^e Conférence des parties sur le climat s'est tenue, du 3 au 15 décembre 2018, dans la région de la Silésie, au sud de la Pologne, avec l'ambition de concrétiser la mise en œuvre de l'Accord de Paris 2015, dans un contexte d'urgence absolue. Le dernier rapport du groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), publié début octobre 2018, prône la limitation à 1,5°C des émissions de gaz à effet de serre (GES).

Jean-Célestin EDJANGUE

COP 24: un accord peu ambitieux à Katowice

Il n'est pas certain que la 24^e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP 24) reste gravée dans le marbre. En dehors du fait qu'elle aura été celle qui a définitivement arrêté la feuille de route de l'application de l'accord de Paris signé quatre ans avant dans la capitale française et entériné en 2016 par les Nations unies. Tout ou presque s'annonçait pourtant formidablement bien, comme souvent dans ce rendez-vous annuel sur le climat. A commencer par le cadre. Katowice, au sud de la Pologne sur les bords de la Klonica et de la Rawa, en plein cœur du bassin charbonnier de la Silésie d'où elle tira sa prospérité au 20^e siècle, une région qui transpire l'histoire des gueules noires dans un environnement où l'on peut se remémorer les stigmates d'une époque révolue dans le temps et l'espace. Dixième plus grande commune de la Pologne, Katowice est aussi l'une des plus importantes métropoles industrielles d'Europe. La ville a d'ailleurs reçu le Prix de l'Europe 2008, décerné depuis 1995 par le Comité des ministres du conseil de l'Europe pour récompenser les efforts exceptionnels en matière de sensibilisation et de promotion de l'idéal d'unité européenne. Et c'est vrai que cette ville d'un peu plus de 300 mille habitants et d'une agglomération de plus de 3 millions d'âmes, est profondément européenne.

Les représentants des 196 pays, des ONG et institutions qui ont répondu présent à cette grande messe annuelle de la sauvegarde de l'environnement avaient du pain sur la planche. Le rapport du GIEC



rendu public moins de deux mois avant l'ouverture officielle de la COP 24, en rajoutait à la pression du fait des conclusions alarmantes de l'étude qui indexent «Les impacts d'un réchauffement climatique global de 1,5°C par rapport à 2°C et les trajectoires d'émissions de gaz à effet de serre à suivre pour limiter le réchauffement à 1,5° C, dans le cadre plus général du développement durable et de l'éradication de la pauvreté».

Suite à la publication de ce rapport, le président français, Emmanuel Macron, avait fait un tweet confortant le travail des experts du GIEC en exhortant la planète entière à prendre la mesure du problème. «Le rapport du GIEC le prouve scientifiquement: nous avons toutes les cartes en main pour lutter contre le réchauffement climatique. Mais il faut que tout le monde agisse maintenant», avait-il indiqué. On ne peut résister à l'envie de lui dire commencer par donner l'exemple, par effectuer un acte fort, déterminant, qui marque l'empreinte de votre action en la matière, Monsieur le président.

«Enjeux, objectifs et moyens»

A Katowice, les délégués et représentants des 196 pays membres de la Conférence des parties devait avant tout acter les règles de la mise en œuvre de l'accord de Paris 2015 sur le climat, à un moment où un vrai relâchement est observé, y compris en France. L'ancien ministre des Affaires étrangères de François Hollande et président de la COP 2021, à Paris, Laurent Fabius ne s'y trompait pas. «Le monde va dans le mur. Et vite», s'alarmait-il, précisant «Empêcher le chaos climatique qui se profile est encore possible. A condition de retrouver d'urgence «l'esprit de Paris». La COP24 avait donc deux objectifs majeurs: l'aboutissement des négociations sur les règles de mise en application de l'accord de Paris sur le climat et progresser sur le dialogue de Talanoa, qui concerne l'ambition de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020.

Face à ces enjeux et objectifs s'est posée la question des moyens pour atteindre les objectifs fixés, les mécanismes pour le suivi de leur appli- ►►

cation et la question de la flexibilité à appliquer aux pays en développement. Un ensemble de préoccupations qui se sont transformées en un véritable casse-tête. Une situation que semble résumer assez bien la négociatrice en chef de la COP 21, à Paris, Laurence Tubiana, qui considère cette COP24 comme : «Un Sommet technique mais avec un enjeu politique fort», mentionne-t-elle. Pour ceux qui comme moi n'auront perçu ni l'aspect technique de la rencontre encore moins son enjeu politique fort, il nous faudra patienter même si nous ne savons pas jusqu'à quand.

La déception de tous ceux qui espéraient sincèrement un accord à la hauteur des enjeux est d'autant plus grande. Car le paquet de directives adoptées à la clôture de la COP 24 laisse nombre des observateurs sur leur faim. Bien sûr, un ensemble de règles d'application de l'Accord de Paris 2015 ont été adoptées pour maintenir le réchauffement climatique en dessous de 2° C par rapport aux niveaux préindustriels. Mais le document obtenu de haute lutte et qui a nécessité de repousser la clôture du Sommet à plusieurs reprises, est un accord à minima, qui n'intègre pas les recommandations du dernier rapport du Groupe intergouvernemental des experts sur l'évolution du climat. Ce qui n'empêche pas certains participants de dire leur optimisme: «Katowice a montré une fois de plus la résilience de l'Accord de Paris. Notre feuille de route solide pour l'action en faveur du climat», se réjouit Patricia Espinosa, Secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), s'exprimant au nom du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. Ce dernier, absent lors de la plénière de clôture, s'est rendu à trois reprises à Katowice pendant les deux semaines de la COP 24, lui qui a fait de la lutte contre le réchauffement climatique une des priorités de son mandat.

«Des conclusions mitigées»

L'Accord de Katowice se veut un encouragement de l'action déterminée au profit du climat et une réponse

concrète aux attentes, notamment des personnes les plus vulnérables ou les plus exposées aux méfaits des changements climatiques. Les questions de la confiance et du financement sont envisagées sous l'angle de la transparence entre les pays. Le cadre de transmission des informations sur les plans nationaux d'action, réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) comprise, de même que des mesures d'atténuation et d'adaptation. Par ailleurs, la comptabilisation des émissions de gaz à effet de serre est désormais uniformisée, et les pays les plus pauvres ont la possibilité de contester les normes s'ils ne peuvent pas les respecter, ils doivent en revanche proposer une alternative crédible pour renforcer leurs capacités à ce sujet. Dans la même optique, le financement des pays riches, comme appui pour le climat des pays en développement, avec l'engagement de mobiliser 100 milliards de dollars par an à partir 2020, sera réévalué avec de nouveaux objectifs dès 2025. Alors que les pays se sont accordés d'évaluer ensemble l'efficacité de la lutte contre le changement climatique en 2023.

La question concernant les «divergences sur les mécanismes de marché» a été renvoyée à la prochaine COP25 prévue en 2019 au Chili. Les négociations se rapportant à cette question ont échoué sur l'article 6 qui a trait aux mécanismes de marché. En revanche, de nombreux pays et organismes privés ont pris des engagements financiers intéressants. Ainsi en est-il de l'Allemagne et de la Norvège qui se sont engagées à multiplier par deux leurs contributions au Fonds Vert pour le climat. Pendant que la Banque mondiale s'accorde à verser 200 milliards de dollars pour le climat dès 2021 et le fonds d'adaptation au climat a annoncé avoir reçu une contribution totale de 129 millions de dollars. Le monde sportif et l'industrie de la mode, les secteurs parmi les plus importants contributeurs en émissions de CO2 ont pour l'un lancé le Cadre d'action climatique dans le sport et pour l'autre, la Charte de l'industrie de la mode pour l'action en faveur du climat. Les deux secteurs s'engagent à aligner leurs

pratiques opérationnelles et commerciales sur l'Accord de Paris 2015.

Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, qui organisera un sommet sur le climat le 23 septembre 2019 à New York lors de la 74^e Assemblée générale de l'ONU, a résumé ses priorités consignées dans un texte lu par Mme Espinosa: «Ambition en atténuation. Ambition en adaptation.

Ambition en finance. Ambition dans la coopération technique et le renforcement des capacités. Ambition dans l'innovation technologique».

Mais l'Accord de Katowice a aussi de nombreux détracteurs qui estiment que, dans un contexte géopolitique général difficile, le document signé dans la cité polonaise est un contrat minimaliste, déconnecté de la réalité de l'urgence climatique de la planète. Les Etats vulnérables, en particulier les Etats insulaires, attendaient beaucoup de la COP 24 au moment où la fréquence et l'impact des catastrophes imposent des mesures ambitieuses et urgentes pour limiter les émissions de gaz à effet de serre en dessous de 1,5 °C. Cette préoccupation est par exemple celle de Greenpeace dont une des représentantes, Jennifer Morgan, explique: «Ce manque de réponse au rapport du GIEC est choquant», avant de lancer en direction des 196 Etats parties de la Convention-Cadre des Nations unies sur le climat «Vous ne pouvez pas vous réunir après ça, et dire que vous ne pouvez pas faire plus!».

Une colère d'autant plus légitime que le rapport scientifique du GIEC, publié le 8 octobre 2018 tire la sonnette d'alarme sur l'évolution dramatique du climat. Les auteurs martèlent à qui veut bien entendre que dans un monde à +2°C, objectif de base du pacte climatique de Paris 2015, les conséquences seraient plus importantes que dans un monde à +1,5°C, limite idéale de l'Accord de Paris. Le GIEC précise que pour ne pas dépasser le seuil de +1,5°C, il y a obligation de réduire de près de 50% les émissions de CO2 d'ici 2030 par rapport à 2010. Voilà qui a le mérite d'être clair.

Qui osera encore dire demain qu'il ne savait pas?

LES « GRANDS » DU MONDE ONT MANQUÉ A L'APPEL

Malgré la résolution prise à Paris de maintenir le réchauffement sous 1,5°C d'ici 2100, les Etats ont manqué une nouvelle occasion de répondre à l'appel climatique.



Eric Vincent FOMO

Dans un article publié sur le site web du journal Le Monde le 1er décembre 2018, intitulé « Climat : la COP 24 confrontée à un grand vide politique », les auteurs (Simon Roger, Audrey Garric et Marie Bourreau) indiquaient qu'« aucun des dirigeants des Etats membres du G20 – qui regroupent 80% des émissions mondiales – n'a inclus Katowice dans son agenda diplomatique en décembre ». Et d'ajouter : « Seule une trentaine de chefs d'Etat et de gouvernement, essentiellement de l'Union européenne (France, Espagne, Pays-Bas, Autriche, Finlande...), d'Afrique et des petits pays insulaires, devraient faire le déplacement, lundi 3 décembre, pour l'ouverture protocolaire de la COP24 ». Lors de la 24e Conférence des Nations unies sur le climat (COP24), tenue du 2 au 14 décembre 2018 à Katowice (Pologne), les dirigeants du monde ont brillé par leur absence. Qu'il s'agisse du président américain Donald Trump, de Jair Bolsonaro du Brésil ou encore d'Emmanuel Macron de France, la plupart des chefs d'Etat auraient démontré que la lutte contre le réchauffement de la planète n'est pas leur tasse de thé.

Pour le cas de la France, Greenpeace n'a pas hésité à dénoncer l'inaction de la France sur le climat. A son avis, Emmanuel Macron ne met pas suffisamment la cause climatique au cœur des priorités de son gouvernement. « La France montre la voie du renoncement sur la transition énergétique, sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre... Et sur l'effort diplomatique, puisque vous n'avez pas daigné vous rendre à la COP 24 », indique le tweet de l'ONG spécialisée dans la protection de l'environnement. Greenpeace enfonce le clou en expliquant que même certains Etats présents n'ont pas fait mieux que les absents. Elle en veut pour preuve les Etats pétroliers qui se sont révélés experts en blocages des négociations climatiques. A l'instar de l'Arabie saoudite, du Koweït, de la Russie et des Etats-Unis qui, d'après Le Monde, se sont alliés contre les autres 192 Etats pour essayer d'édulcorer une référence à un rapport du GIEC sur la nécessité de limiter le réchauffement à 1,5 °C. « Les quatre Etats pétroliers ont poussé pour que soit indiqué, dans l'un des rapports techniques qui ont été rendus sa-

medi à la présidence polonaise de la COP, que les pays « prennent note » de l'étude plutôt que de l'« accueillir favorablement ». Une façon d'être moins contraints par ses conclusions, voire d'en ignorer la teneur », précise l'article.

Comportement fortement décrié

L'absence de plusieurs chefs d'Etat à Katowice n'est pas passée inaperçue. Avec une telle attitude, Michel Colombier, chercheur en géopolitique, a souligné qu'« on ne peut pas dire que les vents sont très porteurs ». Pour Bastien Alex, responsable du programme Climat, Énergie et Sécurité à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IIRIS), le fait que ce soit un seul camp qui tire vers le haut et que l'autre ne suit pas derrière, peut générer des phénomènes de stagnation, voire de régression. A cette allure, la perte de vitesse d'une des composantes de cette dynamique et le fait pour les acteurs non-étatiques d'être seuls à l'avant-garde de la lutte contre le réchauffement de la planète, sont, à son avis, des démarches contre-productives.

PRESENCE DISCRETE DES DELEGATIONS AFRICAINES

Janvier NGWANZA

La COP24 s'est achevée le samedi 15 décembre 2018 en laissant derrière elle un goût quelque peu amer pour les délégations africaines. En effet, même si elle peut se féliciter de l'adoption d'un guide d'application de l'Accord de Paris (dit « rulebook ») définissant les grandes lignes pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris, nombre de problématiques cruciales pour le continent ont été éliminées quand elles n'étaient pas purement et simplement exclues des négociations. C'est ainsi que la question de la définition des objectifs précis en matière de baisse d'émissions des gaz à effet de serre ou encore des secteurs prioritairement concernés ont été repoussés à la COP25 de 2019 voir à l'échéance 2020.

Pour rappel, la position de l'Afrique dans les négociations sur les changements climatiques est définie par le groupe des négociateurs africains, qui suit les directives communiquées par l'Assemblée de l'Union africaine, par le Comité des chefs d'État et de gouvernement africains sur le changement climatique (CAHOSCC) et par la Conférence des ministres de l'environnement. Le Groupe des négociateurs africains comprend des représentants de chaque pays s'occupant de questions techniques. Un pays est choisi pour présider le groupe pour une période de deux ans.

Dans l'expectative de la COP24, les délégués africains se sont attelés à consolider leurs positions et à fédérer leurs attentes lors de la septième Conférence sur les changements climatiques et le développement en Afrique, qui s'est tenue à Nairobi (Kenya) du 10 au 11 octobre 2018. Les deux ambitions principales des délégués africains étaient d'obtenir des pays développés qu'ils honorent leurs promesses de financement, et faire adopter des directives quant à la mise en œuvre de l'Accord de Paris. Précédent à cette conférence, et ce depuis deux ans, les délégués des cinquante (50) pays africains qui ont ratifié l'Accord de Paris mettent l'accent sur la nécessité de bâtir un cadre concret et transparent pour la finance climatique. Aussi, les négociateurs africains négocient continuellement, pour amener les



pays développés, grands responsables du changement climatique, à tenir leurs engagements.

Véritable talon d'Achille, sur la question du financement climatique, la position du continent s'est vu pour le moins mise à mal au vue du texte final de la COP24. Lors de la COP24, les pays devaient élaborer des rapports financiers conformément au titre de l'article 9.5 de l'Accord de Paris, déterminer si le Fonds d'adaptation serait transféré du Protocole de Kyoto à l'Accord de Paris et préciser le détail de la définition d'un nouvel objectif financier quantifié après 2020. Aussi, la COP21 à Paris avait exhorté les pays développés à intensifier leur financement climatique pour atteindre l'objectif de mobiliser 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020. À la COP24, les Parties ont décidé d'entamer le débat objectif collectif quantifié en novembre 2020, en utilisant l'objectif de 100 milliards de dollars. Les modifications textuelles apportées à la décision de la COP24 au cours de la semaine dernière mettent en lumière le débat en cours sur l'engagement des pays développés en matière de financement de la lutte contre les changements climatiques. Au lieu de considérer l'objectif de 100 milliards de dollars comme un engagement et de mettre en évidence les lacunes dans les niveaux de financement actuels, comme dans les versions précédentes, le texte final de la COP24 recycle le libellé de l'Accord de Paris, invitant instamment les pays dévelop-

pés parties à accroître leur soutien financier. Le « rulebook » n'a pas non plus clarifié la manière dont l'objectif de financement pour le climat après 2025 serait convenu. Pourtant, les ressources disponibles restent insuffisantes pour soutenir les efforts des pays africains ou soutenir leurs plans d'adaptation.

D'autre part, les délégués africains ont longtemps insisté sur le fait que des rapports financiers clairs étaient essentiels pour la planification et la mise en œuvre de leurs mesures d'atténuation et d'adaptation. Le texte final prévoit que les pays développés parties « *communiqueront tous les deux ans des informations indicatives quantitatives et qualitatives* » sur le financement. Toutefois, le texte précise que ces informations seront communiquées « **dans la mesure des possibilités** ». L'inclusion d'informations quantitatives et qualitatives est importante pour définir clairement les attentes en matière de financement des pays en développement, mais la conditionnalité de la langue signifie que ces rapports peuvent être moins qu'utiles.

Enfin, la question des « *pertes et dommages* » – c'est-à-dire la prise en compte des impacts résiduels potentiellement irréversibles des changements climatiques dans les pays en développement vulnérables – n'a pas été abordée dans le texte final de la COP24, quand bien même elle tenait une place importante dans l'Accord de Paris.

GREEN FUNDS DRY UP FOR DEVELOPING COUNTRIES

The UN's flagship climate finance initiative had a public setback this week. What went wrong, what are the political implications and what happens next?

Jator NJENYU

With the US halving its contribution to the Global Environment Facility, the oldest green fund sees first budget cut in 27 years, hurting the Least Developed Countries the most.

Industrialized countries will cut funding for the Global Environment Facility (GEF) from USD 4.4 billion in 2014 to USD 4.1 billion for the four year budget from 2018. The main reason is that the US government has pledged to slash its contribution by almost half, from USD 546.25 million it paid in 2014 to USD 273.2 million.

The result will be a cut in projects by the green fund that was set up on the eve of the Rio Earth Summit in 1992, under the leadership of another Republican Party President of the US, George Bush Senior.

This is a serious setback because GEF has been one of the world's major sources of green funding for developing countries. It has given USD 17.9 billion to support a whole range of projects that combat climate change, restore degraded farmlands, protect biodiversity, clean up toxic chemicals, reduce the amount of poisonous mercury in the environment, tackle wildlife trafficking and so on. Its small grants programme has helped farmers in various developing countries adapt to climate change impacts, especially water shortages.

Other countries have stepped up to fill the funding hole created by the US under President Donald Trump, but they have failed to do it all. Canada announced here that it will contribute USD 171.64, a major increase.

The announcement came too late to be included in the current edition of the GEF report (see table below). Germany, Japan, Britain and France are among other developed countries that have increased their contributions. Large developing countries have also stepped up to the plate, China increasing its pledge to USD 22 million, India to USD 15 million, South Africa to USD 6.87 million and Brazil to USD 6 million.

Despite these efforts, it was clear at the once-in-four-years GEF assembly

going on in Danang, Vietnam, this week, that developing countries—especially the smaller ones—will struggle to find much-needed money to handle urgent environmental crises.

Cash dries up for the poorest

Leader after leader from small island nations such as Kiribati and the Marshall Islands stood up on June 27—the first day of the assembly plenary—to talk about how they are going to suffer due to the budget cut. As the sea level rises due to climate change, the very existence of some of these countries is in question.

One effect of the budget cut is that the GEF has decided that now even the poorest countries have to mobilise five times a GEF grant in co-financing before a project is approved. That means that for every dollar potentially available through a GEF grant, the government of a recipient country has to show that it can get five dollars from other sources. As the President of Kiribati pointed out at the GEF assembly plenary, Least Developed Countries (LDC) will find it very difficult to mobilise this level of co-financing.

For larger developing countries such as China, India, Brazil or South Africa, the co-financing requirement is nine times the original grant. A senior official in the Indian government's Ministry of Environment, Forests and Climate Change told thethirdpole.net that the ministry officials are used to this and no longer find it difficult.

"There are many financial institutions, national and international, to which we can go, and we can get the co-financing," the official said, speaking on condition of anonymity. "But it will clearly make things really difficult for the LDCs, specially the small island countries. I don't know what these countries will do."

Redefining development

Despite the confidence of the Indian bureaucrat, there had been furious opposition from the large developing countries during the negotiations for this round of GEF funding, when the US and a few other industrialized countries suggested that there be a new "index of development", and coun-

tries that had developed beyond a certain point according to this index be ineligible to receive any funding at all. Till now, the larger developing countries have been both recipient and donor countries, and the money they have received has been much more than the money they have put in.

Bureaucrats and diplomats from India, China and Chile told thethirdpole.net that they saw this as yet another attempt by the Trump administration and a few other industrial country governments to refuse to abide by their responsibilities for the harm they have caused to the world. "We cannot allow the US government to renege on its responsibilities just because President Trump refuses to acknowledge them," a Chilean diplomat said.

It became clear from multiple sources that this issue had led to furore during closed-door negotiations before this GEF assembly, but nothing has come out of it so far. "The issue is not off the table," a veteran UN official told thethirdpole.net. "But it has been kicked down the road."

Reportedly, US delegates told India and China that large countries whose GDP had increased by over 5 per cent on an average over the last four years should be ineligible to receive any GEF funding. According to the US delegates, in Asia this would include China (with an average GDP growth rate of 8.2 per cent over the last four years), India (7 per cent) and Indonesia (5.6 per cent).

Unsurprisingly, delegates from these countries did not accept any of this. An Indonesian government delegate said if these countries were now to be judged according to these new criteria, they must also be judged by the amount of environmental benefits they give to the world by protecting their forests and so on. "If you want to do a full accounting, do so. Include all natural capital and let's see what comes out. You'll see how poorly the industrialised countries fare."

Naoko Ishii, the head of GEF, confirmed to journalists that there would be no change in the methodology by which project proposals from countries

were selected.

Takeaways from the meltdown

The UN's flagship climate finance initiative had a public setback this week. What went wrong, what are the political implications and what happens next?

The UN's flagship climate finance initiative had a major setback this week, with the board failing to agree on any big ticket decisions.

Longstanding tensions at the Green Climate Fund came to a head in Songdo, South Korea, as it opened talks on raising a new round of contributions.

On top of that, the head of the secretariat abruptly resigned, adding top level recruitment to the fund's woes.

As the dust settled, Climate Home News spoke to several participants and observers about what went wrong, the fallout and next steps. Here are eight takeaways.

1. Absent Oquist

The meeting got off to a bad start when the Nicaraguan co-chair failed to show up. Ok, so things were pretty bad back home, with anti-government protests turning violent.

But it was ironic, given Paul Oquist had done a major U-turn to get the job. He notoriously refused to endorse the Paris Agreement in 2015, saying it was too weak. Nicaragua only joined last year when it became apparent Oquist otherwise had no chance at leading the GCF board.

In his absence, developing country board members complained they had not been properly consulted on the agenda, kicking off a protracted procedural disputes.

2. Trump towers

After President Donald Trump made clear he had no plans to put any more money into the GCF, you may wonder why the US still has a seat on the board.

Well, the country has already handed over \$1 billion and Geoffrey Okamoto is the Trump appointee charged with seeing it is spent wisely. But he can afford to be provocative, having no stake in the fund's sustainability.

His insistence that the replenishment process should be "donor-driven" did not go down well, on a board deliberately structured to give the developing world an equal say. Nor did his

lobbying to end talks on time, while others were trying to salvage some agreement.

3. Fundraising

If there was any doubt on where the talks got stuck, a glance at the video page should dispel it. There are no fewer than six sessions recorded on "matters related to replenishment", spanning more than 24 hours.

At heart, it is a rich-poor fight of the kind familiar to anyone who follows UN climate negotiations. Donor countries try to attach conditions to funding, while beneficiaries demand they quit stalling and deliver.

In previous meetings, the board has tended to push through some headline outcomes – usually project approvals – at the last minute, while deferring contentious policy decisions. This time round, representatives from Canada and Finland as well as the US were not prepared to just muddle through.

4. Performance review

Before it can raise new money, the fund will need to show donors what it has done with the initial round of contributions. This and other preparatory work is expected to take six months or so.

"If there is one thing we need to decide this time, it is to start a review, because that is a precondition to replenishment processes," said Germany's Karsten Sach in the meeting.

The problem was in deciding who should carry out the review. Most saw it as the natural remit of the fund's independent evaluator Jyotsna Puri, but a handful of developing countries wanted to outsource it. So here too, there was no agreement.

5. Bamsey bails

After a weary-looking chair admitted defeat on replenishment, he dropped a bombshell: the fund's top executive Howard Bamsey resigned with immediate effect.

Nobody blamed Bamsey for the chaos, which was essentially political, or cast doubt on his explanation the move was due to "pressing personal issues". The Songdo-based role had kept him away from his family in Australia. (He could not be reached for further comment.)

But the timing took some – including the secretariat's communications team – by surprise. He had been expected

to oversee the replenishment process before leaving. His replacement must take on the heavy lift of fundraising and resolving a backlog of governance issues, while navigating the heated boardroom politics.

6. Projects in limbo

The collapse means a three-month delay for 11 projects bidding for nearly \$1 billion of GCF money. Solar panels in Tonga, water management in the Guatemalan highlands and climate finance upscaling across 17 countries are some of the interventions that will just have to wait.

"The people and communities the GCF is meant to support – those who are most vulnerable – are the ones who suffer the most when progress is delayed," said Action Aid's Brandon Wu. It does nothing to help the fund's reputation for being slow to get money moving. Then again, with a cash crunch looming, the fund cannot afford to make cavalier spending decisions.

7. Political fallout

It comes in a critical year for the UN climate process. Ministers are due to take stock of global action at the Cop24 negotiations in Katowice, Poland this December.

Climate finance is a key part of that. The industrialised world has promised to mobilise \$100 billion a year by 2020. Many countries' climate plans hinge on that support.

The GCF is not expected to deliver all that investment, but is a totem of international cooperation. If it breaks down, it bodes poorly for the Paris Agreement.

8. Optimism

Despite the public meltdown, everyone CHN contacted was hopeful of getting things back on track. There is time for the fund to redeem itself before Cop24, at the next board meeting in October. Behind the scenes, its advocates will knock some heads together in the coming months.

While finance people may be horrified at the inefficiency and game-playing, those coming from a climate negotiations background see the occasional political upset as par for the course.

"Anything about new money is always very thorny," said Meena Raman of the Third World Network. "I don't think we have given up on [the GCF] and I don't think anyone should."

Résolutions de la COP24 DES LENDEMAINS PLUS SÛRS

Les 196 États de la COP24 en Pologne ont définitivement adopté l'objectif des 1,5 °C, fixé par l'accord de Paris en 2015. Ils ont approuvé un « rule book ». Le texte encadre les actions à mener pour une limitation de l'élévation de la température mondiale moyenne à 1,5 °C d'ici à 2100.



Boris NGOUNOU

« **Le multilatéralisme n'est pas mort** », s'est réjoui Antonio Guterres, le secrétaire général de l'ONU, à l'issue de l'adoption le 15 décembre 2018 à Katowice en Pologne, du « rule book » de l'accord de Paris. Il s'agit d'un guide technique essentiel pour l'application du texte encadrant les actions des 195 États signataires de la 21e Convention-cadre des Nations unies sur le climat, de 2015 à Paris (COP21).

C'est la grande avancée de cet autre rendez-vous mondial sur le climat. Les 196 États présents à ces assises se sont accordés sur des règles techniques communes d'application de l'accord de Paris. « *Le maître mot, c'est transparence. Les États peuvent désormais se faire confiance puisqu'il y a désormais une méthode pour mesurer, vérifier et rapporter les progrès accomplis par les politiques de réduction des gaz à effet de serre* ». A souligne Patricia Espinosa, Secré-

taire exécutive de la Convention sur le climat. Approuvé par la communauté internationale, le « rule book » appelle à un développement économique basé sur des principes essentiellement écologiques, via des énergies renouvelables (solaire, éolienne géothermique, hydraulique et marine), des immeubles et des transports « zéro émission », une industrie efficace recyclant les déchets.

Et les États n'ont que 10 ans devant eux

Les États membres de la convention-cadre des Nations unies sur le climat devront immédiatement traduire dans les faits, les dispositions du rule book de l'accord de Paris, afin d'espérer atteindre les objectifs escomptés. Ils n'ont vraiment pas assez de temps.

Les chercheurs de la Global Carbon Project, viennent de publier des statistiques sur les émissions mon-

diales de CO₂. Ce collectif constate une reprise de la consommation des énergies fossiles qui met à mal l'objectif de 1,5 °C. Concrètement, les activités humaines ont rejeté en 2017 dans l'atmosphère 37,1 milliards de tonnes de CO₂ auxquels il faut ajouter 5 milliards de tonnes provenant de la déforestation et des changements d'usage des sols. Ce résultat est en cohérence avec celui du Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE). Dans son récent rapport, cet organisme arrive à un total de 49 milliards de tonnes en incluant les autres gaz à effet de serre que sont le méthane et le protoxyde d'azote.

En revanche, les chercheurs du Global Carbon Project estiment que les États n'ont plus que 10 ans devant eux pour rester en dessous de 1,5 °C. Ils devraient enregistrer dès à présent un pic des émissions pour arriver à une franche descente à partir de 2020.



Ensemble, gardons Douala propre !

PAROLE DE TOUBIB !

Si la propreté est une vertu morale, elle est aussi, et très concrètement, un bien public : à ce titre, elle est notre affaire à tous. La propreté de Douala concerne chacun de nous dans ses allées et venues, au quotidien. Il est temps d'ouvrir les yeux et de regarder bien en face: l'insalubrité nous cerne.

La saleté nous assiège. Et son cortège de maladie nous guette. Qui peut se prétendre à l'abri d'un microbe que le vent propagera de quartier en quartier ? Il n'y a pas de liesse quand la crasse n'est pas loin, omniprésente, nauséabonde. La vie suffoque sous cette étreinte de la malpropreté. Parole de toubib: il y a urgence en la demeure. L'asphyxie nous menace: agissons avant qu'il ne soit trop tard ! Hommes, femmes, adolescents et enfants valides, chômeurs ou travailleurs, industriels, entrepreneurs, commerçants, débrouillards, débrouillardes.

Douala ne sera jamais une belle ville sans votre participation active et enthousiaste. Comme plusieurs rivières forment un grand fleuve à leur confluence, faisons chacun un petit geste pour Douala, pour notre ville. Un tout petit geste pendant les Journées Citoyennes de Propreté, et Douala respirera.



Dr Fritz NTONE NTONE

UN CODE DE L'ENVIRONNEMENT VOIT LE JOUR AU CAMEROUN

« Code de l'environnement au Cameroun, codification-compilation » a été édité en décembre 2018 chez Panthéon. L'ouvrage disponible en 3 tomes d'environ 100 textes chacun, permet de mieux appréhender, les mécanismes de la réglementation des questions environnementales et de développement durable au Cameroun, et surtout, d'évaluer le degré de la protection de l'environnement accordé par le législateur et l'administration.



Boris NGOUNOU

En avril 1992, le professeur Maurice Kamto s'inquiétait déjà du caractère disparate et transversal des textes juridiques en matière de protection de l'environnement au Cameroun. L'agrégé en droit avait alors publié un article intitulé « Droit Camerounais de l'environnement : ENTRE L'ÊTRE ET LE NON-ÊTRE ». En effet, le droit de l'environnement au Cameroun, est disséminé dans plusieurs textes juridiques et réglementaires, qui ne révèlent pas seulement du ministère de l'environnement, de la protection de la nature et du développement durable. Toute chose qui jette un véritable flou sur les dispositions de la loi camerounaise, en matière de protection de l'environnement. C'est pour répondre donc à cette inquiétude qu'intervient le travail du juriste Alain Fréjus Ngompé. Ce

prince de la chefferie supérieure du groupement Bafoussam (dans la région de l'Ouest-Cameroun), fils du défunt charismatique et 96e roi des Fusses SM Élie Ngompe Tchoumtchoua, est par ailleurs Président de l'Association des Journalistes africains pour l'Environnement. « Code de l'environnement au Cameroun, codification-compilation », est libellé en trois tomes d'environ 100 textes chacun. Cet ouvrage résume et rend accessible le foisonnement législatif et réglementaire de la question environnementale et du développement durable au Cameroun. Toutefois, il est à préciser que la première édition du « Code de l'environnement au Cameroun » n'est pas dotée d'un index analytique, elle compile par contre l'essentiel des textes nationaux. Sa cible est le citoyen lambda. Elle

s'est donc refusée pour cette édition, délibérément de s'enrichir des commentaires, des annotations, de joutes doctrinales, y compris de la jurisprudence nationale peu établie en la matière. Il s'agit notamment des nouvelles dispositions juridiques minières mises en place par la loi n° 2016/017 du 14 décembre 2016, des lois et décrets régissant le pétrole, le gaz, les établissements classés ; des nombreux textes relatifs au régime foncier et à l'aménagement durable du territoire national ; de plusieurs normes juridiques traitant de la question de l'eau, de la pêche, de l'agriculture, du transport aérien et terrestre, de l'hygiène et salubrité, de la gestion des occupations des sols, du patrimoine routier, des aires protégées et même de la faune et forêt.

Germany

DEADLOCK IN RADIOACTIVE WASTE MANAGEMENT

By the end of 2022, Germany should be done with the production of nuclear power. But the fate of the most dangerous radioactive waste is absolutely not solved when time is running out.

Jator NJENYU

The final clap must take place in four years, end of 2022. A page turned, for good. The last seven nuclear power plants in Germany will be removed from the electricity grid, ready for dismantling. The conclusion of a major turning point in the country's energy policy initiated in just a few days by Chancellor Angela Merkel in 2011, following the Fukushima disaster.

But Germany is not finished with the nuclear struggle so far. What about the 28,000 cubic meters of high-level radioactive waste produced by its power plants? What about 300,000 cubic meters of low and medium level radioactive waste, some of which will still be produced by industry and medical research after 2022?

The Germans have been asking these questions for decades without finding a reliable answer. They were pioneers, however, in inaugurating the disposal of nuclear waste in a salt mine in the 1960s. The site of Asse, in the north-west of the country, was then a national pride, presented as a simple and inexpensive solution. 126,000 barrels of low- and medium-level radioactive waste were stored at a depth of 700 meters. No need for special containers, it was thought: salt would be enough to protect the barrels for millions of years.

The technological prowess turned to disaster a few years later. The radioactive trash turned into Gruyère, a cracked mine. More than 12,000 liters of salt water flowed daily, threatening to come into contact with the radioactive material and contaminate groundwater. In some cavities, the drums crashed against one another as a result of geological movements. In 2009, the federal government decided to dismantle the site.

In a project of concrete formwork considered hazardous, the authorities preferred the extraction of the barrels, and their temporary storage a few kilometers away, on the site of Konrad. Estimated cost for the German taxpayer: up to ten billion euros. After a delicate phase of security, the first barrels must leave the ground at the earliest in 2033. Konrad must also receive the waste coming from Morsleben, the former landfill site of East Germany, which also threatens to collapse.



The fate of the most dangerous waste is, for its part, absolutely not solved. Initially they were destined for the Gorleben site, 120 kilometers south-east of Hamburg. Between 1995 and 2013, 113 barrels were stored there. 1.7 billion euros have already been swallowed up in the project, mainly financed by the companies that own the nuclear power plants. But the site of Gorleben is ... a former salt mine, located on the edge of the Elbe, leaving fears of geological fragilities identical to the site of Asse. After the mobilization of inhabitants and environmental associations, again, the project is suspended.

Last year, Germany has therefore returned completely to zero in its search for a disposal site. No question of exporting the waste, they must remain on German soil. On the other hand, burial remains the favored storage method, like the French project Cigéo in Bure. All basements of salt, clay and granite with a thickness of at least one hundred meters are studied, except areas damaged or at risk of seismic. The drums must be able to be stored at least 300 meters deep.

An ad hoc agency has been created, the Federal Society for Disposal (BGE). It is responsible for conducting the research but also for restoring trust with the people, in a completely transparent process that must make us forget how Gorleben was imposed by the government. A national support committee has been set up, including randomly selected citizens throughout the country. By 2020, a list of potential sites must be made public, for a final choice set at 2031 and an opening of the site in 2050.

"Time constraints could ultimately lead to a simplification of the procedure"

But not everyone plays the game, far from it. Bavaria, the first German region to inaugurate a nuclear power plant in 1961, simply refuses research, saying it "is not a suitable storage place for radioactive waste ". Other regions, such as Saxony-Anhalt, where the Morsleben site is located, but also Lower Saxony, where Gorleben, Asse and Konrad are located, or Rhineland-Palatinate on the border with France, are reluctant to entrust their geological data to the BGE. Private mining companies also rejected them in the name of business secrecy.

To remedy this, the Federal Ministry of Energy has promised to reform the legislation, but the text has already been postponed and should not be considered by parliament until 2019. In addition, it would require the examination of petitions on a case-by-case basis. Case, which makes the BGE jump: "This is not feasible given the large amount of data and uncertainty regarding the rights of third parties," the organization said in a statement.

On the side of the authorities as associations, no one seems to believe that the mission will be completed, when it has just begun. "It is almost illusory to think that a site will be found by 2031, Judge Thorben Becker, of the environmental NGO Bund. We consider that the timetable is dangerous, because the time constraints could finally lead to a simplification of the procedure." Understand: to return to the initial choice of Gorleben, in spite of the environmental risks and the opposition of the population.

L'ATLANTIQUE ENGLOUTIT SAINT-LOUIS DU SENEGAL

Une kyrielle de maisons usées que dérobent à leur ruine annoncée des clôtures délabrées. Hier, témoins privilégiés d'un jadis glorieux ; aujourd'hui vestige d'une lutte perdue. Les morsures salines d'une mer agitée couplées aux transports saisonniers d'un fleuve trop zélé, auront eu raison de ces murs, voire de villages entiers.

Janvier NGWANZA OWONO

Goxu Mbath, est un quartier des pêcheurs à St Louis. Situé sur la langue Barbarie, au confluent du fleuve Sénégal et de l'océan Atlantique, c'est une bourgade de 120 000 âmes. Elle se retrouve aujourd'hui à la merci des vagues. **"Les vagues nous ont surpris la nuit. C'était le 20 octobre. L'eau a frappé fort et fait tomber les murs. Nous appelons à l'aide de l'Etat et nous sommes prêts à aller ailleurs"**, avait déclaré Awa Sarr Fall, 68 ans, devant sa maison en bord de mer, gravement endommagée. "Nous voulons nous déplacer, mais nous n'avons pas les moyens. Aucune autorité ne nous est parvenue depuis les dégâts", a déclaré Abibatou Fall, un autre résident de Goxu Mbath.

Fondée par les colons français au XVIIIe siècle, Saint-Louis fut la capitale du Sénégal de 1872 à 1957 et est souvent qualifiée de « **Venise de l'Afrique** ». Elle joua un rôle culturel et économique important dans toute l'Afrique occidentale. Cet archipel est ancré de manière précaire entre les courants rapides de la voie navigable enflée et l'océan. Selon un rapport publié en 2008 par ONU-HABITAT, la ville de 250 000 habitants est inondée pendant la saison des pluies lors du débordement du fleuve, car elle est la plus vulnérable en Afrique face à la montée du niveau des océans. Ces bouleversements **"sont en partie liés aux changements climatiques"**, mais aussi "les gens ont mal aménagé leur espace d'habitat", explique Pape Gombo Lo, professeur à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Les scientifiques disent que les changements climatiques aggravent le problème avec des pluies de plus en plus abondantes et une élévation du niveau de la mer. Lors d'une visite au Sénégal en 2014, Margareta Wahlstrom, représentante spéciale des Nations Unies pour



les risques de catastrophe, s'est dite préoccupée par le sort des villes côtières et riveraines. Certains maires lui ont raconté que leurs villages avaient été sous l'eau 10 mois sur 12.

En 2003, de fortes pluies dans le bassin versant du fleuve Sénégal ont alarmé les autorités qui, craignant les inondations, ont ordonné de creuser un canal pour l'eau du fleuve à travers la langue de Barbarie. Mais lorsque la mer a envahi l'embouchure du fleuve en 2012, le canal s'est élargi, passant de quatre mètres au début à une brèche béante de cinq kilomètres de large. La communauté insulaire de Doune Baba Dieye, située à environ dix minutes en canoë motorisée de l'embouchure du fleuve, a été la première victime. **"L'eau a englouti l'île et les gens sont partis"**, a déclaré l'ancien chef du village, M. Diagne Ameth Sene. **"Tout cela est dû à la brèche"**, explique Diagne, l'un des plus chanceux qui avait assez d'argent pour construire une nouvelle maison plus à l'intérieur des terres. **"Nous ne le voulons pas, mais dans ce pays, quand vous n'avez pas de diplôme universitaire, personne ne vous écoute."** M. Diagne et ses 800 voisins vivaient des précieux mulets, sardines, bonga et tilapias qui prospéraient autrefois dans les mangroves, mais disparaissaient aussitôt que l'eau salée de l'Atlantique envahisse le fleuve. De plus, "les prévisions sont pessimistes pour la Langue de Barbarie. Les experts

prédisent que dans 15 ou 20 ans, la Langue aura totalement disparu », a déclaré à un adjoint au maire de Saint-Louis, ajoutant que « *la gestion de cette situation, unique au monde, posait d'immenses problèmes d'argent et d'organisation* ».

De surcroît, la brèche a également coûté des vies. « *Les pêcheurs qui empruntent le canal pour aller en mer font parfois naufrage sur des bancs de sable* » explique El Hadji Boubacar Dia, un responsable local de l'environnement, estimant à près de 200 le nombre de personnes tuées depuis 2013. Les tortues de mer et les oiseaux migrateurs sont également gravement menacés par la perte de leur habitat.

En guise de réponse, l'État sénégalais et la municipalité ont décidé en 2010 de construire une digue, mais, au début de l'année 2018, l'ouvrage a été submergé par des vagues de 3 à 4 mètres de haut et la digue a commencé à s'affaisser. Aujourd'hui, la mer arrive au pied des habitations et menace plus de 30.000 personnes. En effet, Guet Ndar, l'un des trois villages de pêcheurs de Saint-Louis avec Santhiaba et Goxu Mbacc, présente la particularité d'abriter la deuxième plus forte densité de population au monde, après Calcutta. C'est l'un des premiers villages de réfugiés climatiques où 300 personnes vivent sous des tentes de l'ONU, sans eau ni électricité, apprend-on sur le site.

Assainissement ABIDJAN FAIT SA MUE



Le Programme d'embellissement du paysage urbain de la capitale économique de la Côte d'Ivoire lancé en octobre 2017, veut lui donner un visage plus avenant. Coût global du projet : 2 milliards de FCFA.

Eric Vincent FOMO

Le 25 septembre 2018, la ministre ivoirienne de l'Assainissement et de la Salubrité, Anne Ouloto, a réceptionné un matériel roulant dédié au nettoyage, à la collecte et au transport des déchets dans le District autonome d'Abidjan. Ledit matériel était constitué de balayeuses, de tasseuses, de camions bennes et de remorqueurs. Au total, un peu plus de 300 camions de collecte d'ordures ont été déployés dans huit communes du District d'Abidjan par Eco-Eburnie, entreprise en charge de la gestion des ordures ménagères. Par ailleurs, l'opérateur compte disposer plus de 1 000 bacs à ordures le long des artères d'Abidjan. Courant février 2018, la start-up MD Floral Business Group, spécialisée dans l'embellissement floral urbain, a déposé ses valises à Abidjan. L'idée étant, de l'avis de son patron, Dr. Denis Gle, d'offrir aux Abidjanais un cadre plus avenant. La structure compte produire des paniers de fleurs (les variétés Zinnia, Petunia, Geranium) pour l'embellissement des façades des entreprises commerciales comme les

banques, pharmacies, hôtels, restaurants, etc.

Toutes ces actions s'inscrivent dans le cadre d'une opération d'embellissement de la capitale économique de la Côte d'Ivoire. Mis en route le 31 octobre 2017, ce programme est une initiative du district autonome d'Abidjan pilotée par le gouverneur Robert Mambé Beugré et appuyée par le ministère de la Salubrité, de l'Environnement et du Développement durable. Il se décompose en trois composantes : le ravalement, le planting d'arbres et l'aménagement des carrefours. L'ambition est de restaurer le paysage et la faune d'Abidjan afin qu'elle se constitue en puits de carbone pour une réduction substantielle des émissions de gaz à effet de serre. Il est question de faire en sorte que « nos villes et communes soient propres, que nos villes et communes soient agréables pour refléter la vérité de la Côte d'Ivoire qui est celle d'une Côte d'Ivoire qui s'est réveillée et qui se veut émergente à l'horizon 2020 », confie le gouverneur.

De façon concrète, la mise en œuvre intègre la peinture des façades des grandes artères d'Abidjan. Qu'il s'agisse entre autres des grands immeubles situés le long du boulevard Latrille, depuis l'hôtel Ivoire jusqu'à Angré, le long du boulevard de France à partir de la place Saint Jean ou encore les bâtiments longeant le boulevard Giscard d'Estaing jusqu'à la bretelle d'accès au pont Henri Konan Bédié. Afin de pérenniser l'initiative, le ravalement des édifices se fera « tous les deux ou trois ans ». L'opération de planting pour sa part, intègre le reverdissement des artères de la ville sur un linéaire de près de 32 kilomètres de voirie, avec la mise en terre de 50 000 arbres. 30 carrefours seront également aménagés dans les 13 communes du District. Tous ces projets sont dans leur phase opérationnelle et sont réalisés concomitamment. Le Programme d'embellissement du paysage urbain du District d'Abidjan est financé sous fonds propres, à hauteur de 2 milliards de F.

FRANCE

LES GILETS JAUNES S'INVITENT DANS LE DEBAT PUBLIC

Jean-Célestin EDJANGUE

C'est un mouvement social qui a surpris tous les observateurs par son caractère spontané. Né de la diffusion des appels à manifester via les réseaux sociaux, contre la hausse du prix de carburants, la politique fiscale du gouvernement, la misère des couches sociales moyennes et l'exigence de faire évoluer la démocratie participative. Les manifestants, vêtus d'une chasuble à haute visibilité sont soutenus par une large majorité de la population dans l'hexagone. Mais le phénomène est aussi redouté du fait des débordements qu'il génère causant d'importants dégâts matériels et des pertes en vies humaines. A quelques mois des élections européennes de 2019, les protestataires sont scrutés à la loupe par les différents partis politiques.

En sociologie, on parle de mouvement social pour désigner toute action collective ayant pour ambition de changer les comportements, les institutions, en un sens bénéfique pour un groupe actif et organisé. Par extension, les mouvements sociaux concernent toute action collective revendicative, protestataire, destinée à transformer l'ordre social existant. En politique, un mouvement social est une série d'actions destinées à concrétiser la volonté de progrès social. Le mouvement social est donc ici un mouvement éminemment politique. Enfin, en histoire, le mouvement social se rapporte à un ensemble d'événements au cours desquels des groupes d'individus appartenant à une même classe sociale veulent modifier l'organisation de la société en fonction de leurs intérêts et idéaux dans l'optique du progrès social (amélioration des conditions de vie par le changement de l'organisation sociale). Ces différentes disciplines ne semblent pas, à l'état actuel du mouvement des gilets jaunes, permettre de mieux comprendre cette contestation populaire que personne, visiblement, n'a vraiment vu venir. Surtout pas les autorités au pouvoir qui ont mis environ trois semaines, après la première grande manifestation, samedi 17 novembre 2018, avant de commencer à réaliser ce qui était en train de se goupiller. Un peu à la manière d'un boxeur mis KO dès le premier round d'un combat qui en comptait 12 et qu'il pensait gérer à sa guise. Le temps de retrouver ses esprits, de revenir à la vie quotidienne, l'arbitre a déjà pris sa décision. Il peut arrêter le combat et déclarer le vainqueur ou alors ordonner la reprise, estimant sans doute que le pugiliste était juste bien sonné mais qu'il a encore les capacités de se battre. Les gilets jaunes ont effectivement marqué des points mais peut-on dès à présent affirmer qu'ils ont remporté le combat? Tout laisse penser que le match ira jusqu'au terme des 12 rounds. L'acte 7 des manifestations du samedi vient seulement



d'avoir lieu, le 29 décembre. Comment expliquer la permanence de cette contestation en dépit des réponses, certes tardives et complètes apportées par le gouvernement? Qu'est-ce qui fait de cette grogne sociale une contestation peu commune? Jusqu'où peuvent aller les gilets jaunes? Essayer d'apporter des éléments de réponse à ces interrogations, c'est d'abord retracer la trajectoire de la colère des protestataires.

En réalité, dès le mois d'octobre, des messages circulent sur la toile, déversant toute la bile emmagasinée depuis des décennies contre les locataires du Palais de l'Élysée et de l'Hôtel de Matignon, symboles par excellence d'un pouvoir qui dicte, décide, impose toute sa volonté au peuple, sans jamais tenir compte des souffrances qu'il endure ni s'imaginer comment il a du mal à survivre au quotidien, à boucler les fins de mois après avoir payé ses nombreuses factures. Pauvres Emmanuel Macron et Edouard Philippe, ils sont tombés au mauvais endroit au mauvais moment malgré la légitimité des urnes qui a porté à la tête de la France, en mai 2017, le plus jeune président de la République de son histoire, âgé alors seulement de 39 ans et plus jeune dirigeant membre du G20 (dix-neuf pays plus l'Union européenne). Un président de la République, ancien banquier d'affaires chez Rothschild, qui a suscité tellement d'espoir après le quinquennat calamiteux d'un François Hollande considéré par des analystes politiques comme le «pire chef d'État de la France depuis plusieurs décennies». Emmanuel Macron, fier et cash dans son propos, très sûr de lui dans son comportement, a fini par agacer une écrasante majorité des Français, en multipliant des petites phrases que

beaucoup jugent «méprisantes». Du coup, lui qui bénéficiait d'une cote de popularité correcte durant les six premiers mois de son mandat, a vu cette sympathie fondre comme neige au soleil. En même temps, il n'a cessé de pratiquer une politique de plus en plus libérale, ponctionnant sur les retraités et les classes moyennes et épargnant les plus grosses fortunes. Illustration parfaite de ce cap politique, la suppression de l'Impôt sur la fortune (ISF) qui a une portée psychologique incontestable puisqu'il apparaît aux yeux de la majorité des contribuables comme un marqueur de l'équité fiscale.

«Un mouvement difficile à cerner»

La colère des gilets jaunes est apparue dès l'origine comme un mouvement atypique. D'abord, c'est la première fois dans l'histoire des mouvements sociaux français qu'un mouvement non structuré s'impose avec une si grande facilité dans la vie quotidienne avec une telle ampleur et une sympathie indéniable auprès des populations. Autre originalité, c'est la première fois que le rejet de la hausse du prix des produits énergétiques (TICPE) est à la base un grogne sociale qui va ensuite s'étendre à d'autres secteurs économiques jusqu'à la remise en cause du fonctionnement de la démocratie participative dont les manifestants demandent l'amélioration, avec notamment l'introduction d'un Référendum d'initiative citoyenne (RIC). Parmi les revendications des gilets jaunes, on retrouve également la question de la pression fiscale et sociale (pouvoir d'achat des classes moyennes et populaires), et politique (démission du président de la République, Emmanuel Macron, réforme du Sénat dont certains

veulent la suppression...).

Mais, la contestation liée au mouvement des gilets jaunes est surtout inédite du fait des formes utilisées pour manifester: blocages des ronds-points, de routes, filtrages de la circulation, incendie des échangeurs à péages, violences envers les personnes dépositaires de la puissance publique, obligation faite aux usagers de la route de mettre en exergue leur gilet jaune en guise de signe de ralliement et d'adhésion à la protestation...organisation planifiée d'une grande manifestation chaque samedi tant à Paris qu'en province, depuis le 17 novembre 2018. Des rassemblements qui sont souvent émaillés de heurts et dégâts matériels importants, avec comme corollaire des centaines d'arrestations et des dizaines de gardes à vue, sans oublier les blessés et des morts.

Face à ce capharnaüm, le président de la République a fini par s'adresser aux Français. Le 10 décembre 2018, dans une allocution enregistrée et diffusée dans des conditions de direct, Emmanuel Macron a donné raison au mouvement des gilets jaunes et répondu en partie à leurs revendications : il renonce à la hausse prévue en janvier 2019 des taxes sur les carburants et annonce un train de mesures sociales dont certaines à effet immédiat comme la hausse du Smic (Salaire minimum interprofessionnel de croissance) de 100 euros (65.000 FCFA) dès janvier 2019 pour tous ceux qui gagnent le Smic, annulation de la CSG (Contribution sociale généralisée) pour tous les retraités de moins de 2.000 euros (1.300.000 CFA) par mois. A ces mesures, il faut ajouter la promesse d'une vaste concertation de trois mois sur le fonctionnement de la démocratie participative. Enfin, le chef de l'Etat appelle à un retour au calme et à la paix sur l'ensemble du territoire national.

La réponse des gilets jaunes après ces annonces est contrastée. Certains d'entre eux sont satisfaits des mesures égrenées par Emmanuel Macron alors que pour d'autres, il n'y a rien de nouveau à l'horizon. Le mouvement continue donc pour tenter d'obtenir davantage des pouvoirs publics qui gardent la main tendue pour dialoguer avec les représentants des gilets jaunes. Cependant, les annonces du gouvernement ont considérablement faibli le mouvement comme en attestent les chiffres publiés par le ministère de l'intérieur au lendemain de la première grande manifestation de samedi le 17 novembre 2018, avec 287.000 manifestants, contre 66.000 le 23 décembre. Dans la même période, on enregistre provisoirement un bilan de 1843 manifestants blessés dont 1000 policiers et 10 personnes décédées. A titre de comparaison de mai à juin 1968, ce sont 7 personnes qui sont mortes lors du mouvement social d'il y a 50 ans avec 2.000 blessés dont 200 dans un état grave.

«Des profils divers»

Les contestataires en gilets jaunes ont en commun de représenter surtout les classes

moyennes rurales. Certains peuvent gagner jusqu'à 2.000 euros ou 3.000 euros en couple quand ils travaillent. D'autres sont au chômage, parfois de longue durée, ou des retraités. Tous éprouvent d'énormes difficultés à boucler les fins de mois une fois toutes les taxes et charges payées. Ce qui se comprend puisque c'est cette classe moyenne qui a été particulièrement mise à contribution par le gouvernement pour renflouer les caisses de l'Etat et financer sa politique économique et fiscale. Cette classe moyenne a le sentiment d'être prise pour la vache à lait et dénonce le mépris dont elle pense être l'objet de la part des élites urbaines à qui les pouvoirs publics ont finalement tout concédé.

Le journal allemand le *Süddeutsche Zeitung*, qui est avec le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* et *Die Welt*, un des trois plus gros tirages quotidiens Outre-Rhin, y voit «la rébellion d'une classe moyenne qui se sent marginalisée socialement et géographiquement par les personnes les mieux rémunérées des grandes villes»¹ Pour sa part, le professeur Vincent Tiberj, enseignant à l'Institut d'études politiques (IEP) de Bordeaux, pense que les gilets jaunes «incarnent ce que le sociologue Olivier Schwartz appelle les «petits moyens»: ils travaillent, paient des impôts et gagnent trop pour être aidés et pas assez pour bien vivre». Quant au géographe Hervé Le Bras, il a dessiné une cartographie du mouvement des gilets jaunes avec une forte mobilisation dans la «diagonale du vide», qui va de la Meuse aux Landes»² Il semblerait, d'après cette cartographie, que la France urbaine soit moins favorable aux mouvements des gilets jaunes. En témoigne le faible écho de ce mouvement dans des secteurs comme Saint-Denis, Boulogne-Billancourt ou Evry-Courcouronnes.

Sur le plan des orientations politiques, une étude réalisée fin novembre 2018 par Elabe sous la direction du journaliste Bernard Sanañès, indique une surreprésentation des électeurs du Rassemblement National (ex-Front National) de Marine Le Pen qui se définissent comme gilets jaunes : 42% de ses électeurs lors de la présidentielle de 2017 se définissent comme tels, contre 20% des électeurs de la France Insoumise de Jean-Luc Mélenchon et 5% des électeurs d'En Marche d'Emmanuel Macron. Cette tendance est confirmée par toutes les autres études relatives à ce champ. Dans une publication du 4 décembre 2018, Slate.fr relate «Ce que révèle les sondages sur l'identité des gilets jaunes». L'article souligne que les sympathisants du RN et de la FI sont les plus tentés à soutenir la contestation des gilets jaunes, par rapport à d'autres partis. La rubrique «Les Décodeurs» du site Web du quotidien français Le Monde, qui a pour objet de vérifier des informations données sur diverses thématiques, remarque en se référant aux programmes des candidats à la présidentielle de 2017, que les revendications du mouvement-dont ils précisent qu'«elle ne sont pas officielles, le mouvement étant caractérisé par

son horizontalité- sont «très proches de la gauche radicale» compatible avec l'extrême droite «et très éloignées des programmes libéraux d'Emmanuel Macron ou François Fillon».

L'historien Sylvain Boulouque affirme que le nouveau serment du jeu de pomme « diffusé par des représentants emblématiques du mouvement des gilets jaunes, le 13 décembre 2018, représente un étonnant syncrétisme entre les programmes du Front National (aujourd'hui Rassemblement national, de la France insoumise et de l'Union populaire républicaine (UPR) de François Asselineau.

Les manifestants en gilets jaunes se distinguent aussi par leur aversion de certains médias, qui se retrouvent dans leur discours avec une rhétorique très critique des médias traditionnels qui les conduit à s'informer surtout sur les réseaux sociaux. Pour eux, il est clair que les médias ordinaires sont favorables au pouvoir établi et parfois complices de ce pouvoir. C'est ce qui expliquerait que ces médias mettent plus en exergue l'action des casseurs que les manifestations pacifiques. Cette incompréhension s'illustre dans la manière dont des journalistes sont souvent pris en grippe par des gilets jaunes, forçant des rédactions à organiser la sécurité de leurs journalistes envoyés sur le terrain.

Enfin, s'il est vrai que le mouvement manque de personnalités reconnues comme telles pour représenter l'ensemble de la collectivité, certaines figures font office de leaders à l'image de Pricillia Ludosky, qui la première lança, en mai 2018, une pétition en ligne appelant au boycott de la hausse du prix de carburant, ou Eric Drouet, auteur de plusieurs appels via les réseaux sociaux à manifester et qui a été interpellé et mis en examen pour «appel à trouble à l'ordre public». Surtout, à l'instar du mouvement des Bonnets rouges qui s'opposa aux portiques écotaxes en 2013, le gilet de haute visibilité communément appelé «gilet jaune», est le vêtement symbolisant le ralliement. Cette chasuble imposée dans tous les véhicules en France, y compris dans les deux ou trois roues à moteur ou quadricycles à moteur non carrossés, est déposée au-dessus du tableau de bord ou sur la plage arrière du véhicule pour être visible de l'extérieur.

Très populaire à ses débuts, le mouvement des gilets jaunes semble perdre un peu son aura. La preuve? Les Français qui soutenaient la grogne à 78% avant la première grande manifestation du samedi 17 novembre 2018, ne sont plus que 54% à souhaiter que les protestataires poursuivent leur mouvement. Une tribune signée le 7 décembre par des célébrités comme le philosophe et auteur Bernard Henri Lévy, le journaliste mondain Stéphane Bern, l'acteur et comédien Michèle Boujenah...appelle les gilets jaunes à cesser leurs violences et à transformer leurs manifestations en débat public. Rien ne permet, pour l'instant, d'espérer que cette doleance sera suivie.

1- Cf. *Le Parisien*, quotidien, 22 novembre 2018. 2- Cf. *Lefigaro.fr*, 22 novembre 2018.

Conakry

L'ÉPINEUX PROBLÈME DE L'INSALUBRITÉ

La gestion des ordures ménagères est devenue une problématique pour la population riveraine. Car, malgré les multiples efforts consentis par les autorités à travers les sensibilisations avec l'implication des ONG et autres partenaires de la place, le problème reste entier.

Jean Loïc AMOUGOU

A lors que la ville est encore sous-équipée en matière de collecte et de stockage des déchets (une seule grande décharge, pas d'unité de traitement et de recyclage), nombre de ses habitants jettent n'importe où leurs ordures ménagères et déchets en tous genres. Pour les éliminer, certains y mettent le feu, multipliant les risques d'incendies. Et aux problèmes sanitaires et environnementaux engendrés par les déchets viennent s'ajouter ceux des fumées toxiques dégagées par les brasiers...

Mais les autorités semblent bien déterminées à poursuivre les actions engagées pour assainir la ville. Elles comptent aussi beaucoup sur la sensibilisation des citoyens et espèrent faire changer les mentalités des citadins de la capitale.

Ce problème d'insalubrité a pris de telles proportions que des activistes s'en sont emparés, comme la blogueuse Fatoumata Chérif. Depuis décembre 2016, elle a lancé une campagne « SelfieDéchets » sur les réseaux sociaux : elle y poste des photos ou vidéos « chocs » où elle pose devant des tas d'ordures pour dire son ras-le-bol des nombreuses décharges à ciel ouvert qui souillent les rues et les plages de la capitale.

Fin 2016, le gouverneur a créé une police verte : un contingent de 200 contractuels sommairement formés, constitué pour surveiller les espaces verts ou dégourpis afin de les maintenir propres et d'empêcher qu'ils soient réinvestis. Ces agents rappellent à l'ordre les citoyens qui ne respectent pas les règles de salubrité et apportent une aide considérable dans la régulation de la circulation.

Pour assurer ces missions, le gouvernorat dispose d'un budget annuel de 25 milliards de francs guinéens (moins de 2,5 millions d'euros), que Mathurin Bangoura estime insuffisant : il en faudrait le double pour couvrir les cinq communes de la capitale. En attendant des moyens financiers et humains plus importants, le gouvernorat a installé des poubelles sur les principales artères du centre-ville, à Kaloum, où il concentre ses effectifs, ainsi que dans la commune de Matam, au marché de Madina.

Pour marquer la volonté d'embellir l'agglomération, la première édition de Conakry, ville lumière a été organisée du 20 décembre 2016 au 5 janvier 2017 : les ronds-



points, les édifices publics et les artères principales étaient tous illuminés, « histoire de changer de décor pour marquer le passage à la nouvelle année, comme on le fait dans les autres grandes villes », explique Mathurin Bangoura.

Un aménagement qui se veut plus durable : des plants de palmiers – qui commencent à se faner sous l'effet du soleil – ornent désormais le trottoir longeant l'autoroute Fidel-Castro, l'un des axes les plus fréquentés de la ville.

Mais le phénomène des déchets plastiques est un frein aux efforts de propreté de la capitale guinéenne. Sur les chaussées, dans les caniveaux et non dans les poubelles le plus souvent, les sachets plastiques constituent de nos jours, de réels dangers pour la salubrité de la capitale guinéenne Conakry. C'est pourquoi depuis plusieurs années, le slogan « Conakry ville propre » reste toujours perturbant malgré l'engagement de certaines femmes le long des routes.

Les sachets plastiques influencent beaucoup le milieu de vie et leurs conséquences sur l'environnement sont énormes et multiples. Selon plusieurs études, les sachets plastiques, dont la durée de vie varie entre 100 et 400 ans en fonction des conditions, ont des effets nocifs sur la faune et la flore aquatiques.

Dans certains pays comme la Côte d'Ivoire, la fabrication des sachets plastiques n'est plus permise. Dans ce pays, le gouvernement a pris, en mai 2013, un dé-

cret portant interdiction de la production, de l'importation, de la commercialisation et de l'utilisation des déchets plastiques en Côte d'Ivoire la règle est entrée en vigueur depuis le 08 novembre.

« On balaie tous les jours ces routes mais, les gens continuent toujours à mettre des ordures » », s'insurge une balayeuse.

Ce projet qui est une initiative du ministère de l'environnement en collaboration avec le gouvernorat de la ville de Conakry, intervient avec le souci de rendre la ville de Conakry plus belle, agréable, sans maladie et très fréquentable.

Après des heures d'activités, chacune des femmes reçoit montant de 25.000 GNF, quelques boîtes de lait et de savon parfois pour parfaire leur santé et se rendre bien propres après le travail.

« La dynamique est grande mais, nos efforts sont comme des répétitions tous les jours », confie un superviseur des travaux qui déplore le fait que le citoyen de Conakry ne cherche pas où mettre des ordures même s'il est à quelque mètres d'une poubelle. Dans les taxis ou dans les voitures personnelles, les sachets plastiques dont il est question, sont le plus souvent jetés sans irritation.

Ces sachets, utilisés pour les marchés, les eaux minérales et autres besoins, constituent à Conakry la plus grande quantité d'ordures ramassées par les services de nettoyage.

Hysacam : une solution africaine pour la propreté des villes

Hysacam, leader africain de la gestion des déchets, ambitionne d'offrir aux villes du continent, un service de propreté de qualité digne des exigences de notre temps.

Succes-story

Opérateur historique dans le secteur de la propreté et de l'environnement, la société Hysacam, créée en 1969, assure la propreté des 13 principales villes du Cameroun. Un fait rare en Afrique où beaucoup de capitales peinent à assurer la collecte de leurs déchets.

Première entreprise africaine dans le domaine de la propreté urbaine, du traitement et de la valorisation des déchets, son expertise est sollicitée à N'Djaména (Tchad), Niamey (Niger), Monrovia (Liberia), Cotonou (Bénin)...

En décembre 2009, réunis à Marrakech (Maroc), les maires africains ont reconnu ce savoir-faire en décernant à Hysacam, le 1er Prix Africités de la gestion des déchets en Afrique. En 2010 et 2011, son Système de Management de la Qualité, tournée vers la satisfaction des populations et des municipalités, a reçu du Bureau Veritas, la Certification ISO 9001 version 2008. En 2011, elle a mobilisé 14 milliards de FCFA pour acquérir 125 nouveaux camions et engins de propreté.

Les piliers de la réussite

Optimisation des modes de collecte et maîtrise des coûts : La stratégie de l'entreprise consiste à optimiser en permanence les modes de collecte en prenant en compte les spécificités des villes africaines. Ce qui lui permet aujourd'hui, tout en utilisant les mêmes technologies que les multinationales occidentales, de pratiquer sur le continent, des coûts trois à quatre fois inférieurs. En effet, les quatre décennies d'expérience au service des villes africaines, ont permis à Hysacam de développer une politique des coûts adaptée à la configuration et aux ressources de ces villes.

Innovation permanente :

La réussite de l'entreprise repose sur son souci permanent d'innover. Elle a inauguré en 2011 en Nkolfoulou, une banlieue de Yaoundé, la première Centrale de Captage et de Traitement du Biogaz en Afrique centrale dans le domaine des déchets ménagers. Un projet similaire a vu le jour en novembre 2014 à Douala PK 10. Ces Centrales de Traitement du Biogaz permettront, dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique, d'éviter les émissions de plus 500 tonnes équivalent Co2 par jour.

Sans ces initiatives, le coût du traitement des ordures ménagères à Yaoundé et à Douala, tel qu'il est pratiqué aujourd'hui, conformément aux normes internationales, aurait pu être quadruplé. Mais ces villes camerounaises, tout en bénéficiant de ce standard, ne supportent finalement que le quart de ce coût, le supplément devant être pris en charge par la vente des crédits carbone.

Hysacam se positionne ainsi comme un partenaire du développement durable des villes : elle les accompagne en mettant son savoir-faire au service des solutions innovantes qui leur permettent de mieux amortir les coûts de collecte et de traitement des déchets.

Une politique de renouvellement régulier du matériel

Les performances reconnues de cette entreprise, sont adossées à une politique de renouvellement à intervalles réguliers des équipements de collecte, qui lui permet de disposer de la capacité de faire face à tout moment aux sollicitations croissantes des villes en matière de propreté.

dans toute l'Afrique par l'acquisition de 90 bennes à ordures ménagères. Elle avait pour la première fois, introduit en Afrique des balayeuses mécaniques et des laveuses de rues.

○ En 2007, elle renforce son parc avec 80 camions de propreté haut de gamme.

○ En 2009, 40 autres camions neufs vont s'y ajouter.

○ En 2011, 125 camions de dernière génération, représentant un investissement de plus de 22 millions d'euros, viennent renforcer la capacité logistique de l'entreprise.

La livraison des 125 nouveaux camions avait suscité en son temps l'intérêt du landerneau économique et la fierté des populations camerounaises. L'Opération « Caravane de la Propreté » qui avait suivi la réception des ces camions, avait sillonné les grands axes routiers du Cameroun. Soit près de 4 000 km de route nettoyés.

Forte intensité en main-d'œuvre

L'entreprise emploie 5 000 jeunes issus d'horizons divers. Le développement de l'entreprise a fait de la propreté l'un des meilleurs marqueurs de cohésion et d'intégration sociale.

Au-delà de ces capacités techniques et industrielles, la dimension sociale de l'activité d'Hysacam, la situe au confluent des enjeux économique, politique, touristique, sanitaire, sociologique... pour un développement durable

Chiffres clés

- Capital : 6 milliards de F. CFA
- Chiffre d'affaires (2015) : 27 milliards de F. CFA
- Population desservie : 15 millions de personnes. Soit près de 7000 tonnes de déchets traités par jour.
- Matériel roulant : 500 camions et 52 engins lourds.
- Quantité de biogaz traitée (gaz à effet de serre dont l'émission est évitée) : 500 teq Co2/j
- Employés : 5 000 personnes.
- Métiers : collecte et traitement des déchets ; mise en place de projets MDP sur les centres de traitement de déchets ; criblage des plages ; nettoyage des villes ; ingénierie urbaine.



Hysacam
pour un monde de propreté

Société anonyme au capital de 6 000 000 000 FCFA.
Siège social : Z.I. Bassa BP: 1420 Douala (Cameroun)
Tél. : +237 33 37 80 87- Fax : +237 33 37 80 90
www.hysacam-proprete.com

Louise Mushikiwabo

DE LA DIPLOMATIE A LA FRANCOPHONIE



L'interprète de formation âgée de 57 ans vient d'ajouter une corde à son arc : celle de secrétaire général de l'Organisation Internationale de la Francophonie.

Eric Vincent FOMO

Jamais 2 sans 3, a-t-on coutume de dire. La Rwandaise Louise Mushikiwabo est depuis le 12 octobre 2018 la troisième africaine à prendre la tête de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), après l'Egyptien Boutros-Boutros Ghali et le Sénégalais Abdou Diouf. Celle qui était depuis 2009 (soit neuf ans sans interruption) ministre des Affaires étrangères du Rwanda, succède ainsi à la canadienne Michaëlle Jean, candidate malheureuse à sa propre succession. Agée de 57 ans, le parcours de Louise Mushikiwabo est impressionnant. Après avoir étudié l'anglais à l'université du Rwanda entre 1981 et 1984, elle dispense la langue de Shakespeare aux élèves du secondaire. Bénéficiaire d'une bourse en 1986, elle s'envole vers les Etats-Unis pour une formation en interprétariat. Son séjour à l'université du Delaware sera sanctionné par une maîtrise en Langues et interprétation, avec une spécialisation en français. Elle ne va pas regretter ce choix, car pendant une vingtaine d'années, « Louise » va travailler comme interprète pour le compte d'organisations

de lobbying et de relations publiques. Vers le milieu des années 2000, elle dépose ses valises à la Banque africaine de Développement (BAD), comme directeur des communications du Groupe.

Retour au pays natal en 2008

Même si Louise Mushikiwabo n'a pas vécu le génocide de 1994, elle va cependant porter les stigmates. Son frère aîné, Lando Ndasigwa, politicien et seul ministre tutsi du dernier gouvernement Habyarimana, est tué avec sa femme canadienne, ses deux enfants et sa mère le 7 avril 1994. Ce qui amène Louise à co-rédiger avec le journaliste américain Jack Kramer, « Rwanda Means The Universe », un ouvrage semi-autobiographique de 367 pages publié le 4 avril 2006. Ouvrage dans lequel elle raconte les circonstances de la mort d'une grande partie de sa famille et de la nation lors du génocide. Malgré ce traumatisme, elle accepte de retourner au pays en 2008, à la demande du président Paul Kagame. Elle intègre le gouvernement comme ministre de l'Information. Un bref passage, puisqu'en 2009, elle hérite des Affaires étrangères. Ce ministère va lui permettre d'hisser son pays dans la cour des grands.

Femme de caractère

Louise Mushikiwabo compte parmi les femmes les plus puissantes d'Afrique voire du monde. Elle est membre du conseil consultatif du Munich Security Conference, la conférence annuelle sur la politique de sécurité internationale. Panafricaniste dans l'âme, elle l'affiche clairement. Lors d'une rencontre du Conseil de sécurité de l'Union africaine (UA), le 8 décembre 2013, elle prononce un discours qui va faire date. « L'Afrique du 21e siècle doit être maîtresse de son destin et cela doit être plus qu'un slogan. Une voix unique africaine au service des Africains s'impose [...] et cette unité doit résister à toute forme de pression », avait-elle martelé.

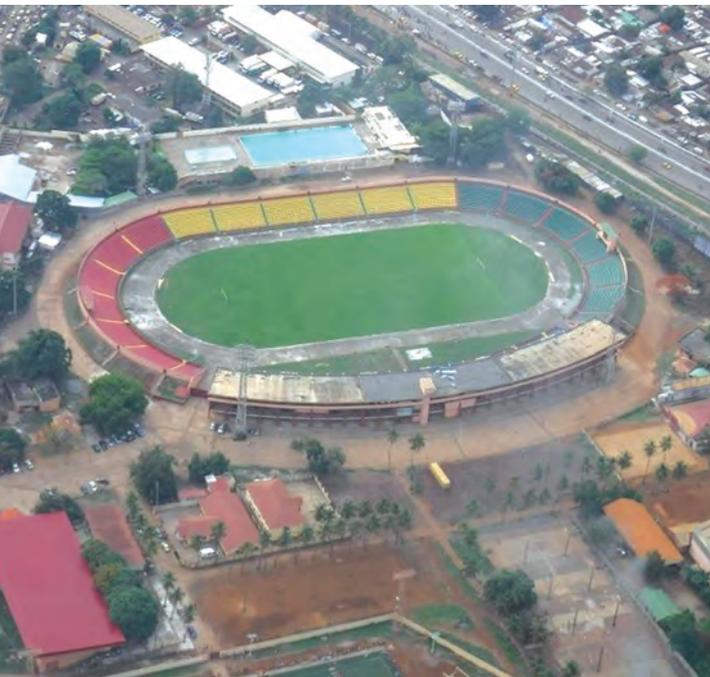
« Une Francophonie des jeunes »

« Nous avons une obligation et les jeunes le disent souvent, d'aller au-delà des slogans, des politiques, des plans d'action. Pour moi, quand on parle de l'emploi des jeunes, de la formation, de l'employabilité, il y a aussi l'urgence pour les jeunes de faire partie d'une société qui les valorise », avait déclaré la nouvelle patronne de l'OIF après son élection. Parce que l'emploi est capital pour un jeune formé ou non, elle veut valoriser les talents de cette catégorie sociale.

Carte postale



CONAKRY



LES HEROS DE L'ENVIRONNEMENT*

La journaliste, militante écologiste et des droits humains retrace, dans un ouvrage paru en septembre 2018 aux Editions du Seuil, le combat périlleux des femmes et des hommes qui, depuis plusieurs décennies, paient de leur vie pour que le cadre naturel de vie reste un patrimoine vital pour des générations présentes et futures, à l'échelle de la planète. Un récit émouvant.

Jean-Célestin EDJANGUE

Elle est une femme d'action et de terrain. Elle a été tour à tour créatrice et directrice d'un magazine sur la langue française Qui vive!, ainsi qu'un autre traitant de l'actualité culturelle et scientifique avec pour titre Rendez-vous en France. Journaliste indépendante, elle a collaboré dans le quotidien Le Monde, Les Echos, le Figaro et depuis 2014 avec Reporterre où elle couvre les atteintes aux libertés dans le monde et l'actualité à l'échelle internationale. Elisabeth Scheineter, puisqu'il s'agit bien d'elle, est une véritable combattante pour la sauvegarde de l'environnement, qui a notamment été engagée contre l'ouverture d'une carrière dans les collines au-dessus du Lac Trasimène, en Italie, et une militante infatigable des droits humains, qui nous livre «Les Héros de l'environnement», un ouvrage de 160 pages publié en septembre 2018, aux Editions du Seuil, en partenariat avec La Pile, l'association qui édite Reporterre le quotidien de l'écologie.

Dans ce récit assez documenté, elle nous conte en huit chapitres, une guerre que personne ne veut vraiment regarder et qui se déroule pourtant à l'échelle de la planète. Cette guerre oppose des multinationales et autres entreprises prêtes à tout, y compris à dégrader le paysage naturel, pour réaliser des bénéfices ou accroître les profits de leurs dirigeants, et des populations qui ne demandent qu'à vivre libres et paisiblement sur leurs terres. Entre les deux protagonistes, qui luttent à armes inégales avec des objectifs forcément opposés, il n'y a généralement ni arbitre ni médiateur.

«Devoir de mémoire»

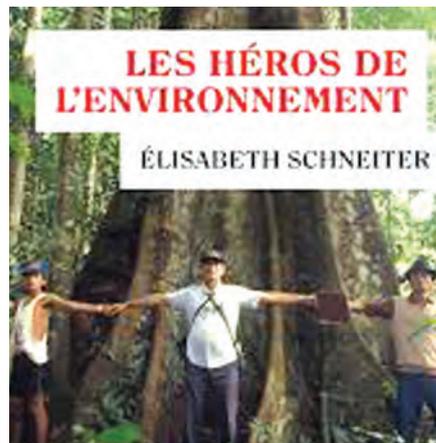
Le récit d'Elisabeth Scheineter démarre par l'évocation de certains héros qui ont donné leur vie pour que la terre survive. Tel est le cas de Berta Caceres, militante écologiste née le 4 mars 1973 à La Esperanza et assassinée à son domicile au Honduras le 2 mars 2016, alors qu'elle mobilisait son peuple, le Lenca, pour défendre le fleuve Gualcarque dans le département de Santa Barbara. Elle venait de recevoir un an auparavant, le Prix Goldman pour l'environnement créé par Richard Goldman, un philanthrope américain, et remis chaque année depuis 1990 à des défenseurs de l'Environnement. Berta Caceres avait été victime de menaces pendant plusieurs an-

nées sans que rien ni personne ait pu empêcher à ses détracteurs de passer à l'acte.

D'autres héros et héroïnes restés gravés dans la mémoire collective sont également évoqués. Ainsi en est-il de Chico Mendès connu pour son engagement pour la protection de la forêt tropicale au Brésil, l'Américaine Dian Fossey que certains appelaient affectueusement la «maman des gorilles», à cause de son amour pour la protection des gorilles, tuée le 26 décembre 1985 dans les montagnes des Virunga au Rwanda. Ethnologue, zoologiste et primatologue, elle était spécialisée dans l'étude du comportement des gorilles de l'Est de l'Afrique. Ken Saro-Wiwa, de son vrai nom Kenule Beeson Saro-Wiwa, est un écrivain et producteur nigérian, militant écologiste et lauréat du prix Nobel alternatif en 1994. Son combat a porté particulièrement sur les exactions de la multinationale d'exploitation pétrolière Shell dans le golfe du Niger. Il est mort le 10 novembre 1955 à Port Harcourt.

«Le pot de terre contre le pot de fer»

On aurait pu penser que les multiples assassinats perpétrés depuis des décennies voir des siècles contre ces héros de l'environnement allaient tuer leurs œuvres. Bien au contraire! Les héros partis, leurs missions et l'idéal qui l'accompagne demeurent d'une actualité incontestable. D'ailleurs, Elisabeth Scheineter a conçu son récit comme une continuité d'action entre les combattants d'hier pour la sauvegarde de notre planète et ceux d'aujourd'hui. Ces derniers continuent la bataille comme leurs prédécesseurs, au péril de leur vie. Comment peut-il en être autrement dans cette opposition entre le pot de terre et le pot de fer? «Car mines, barrages, tourisme et agriculture intensive se multiplient sans répit, détruisant la nature, épuisant les réserves en eau, polluant l'air et les sols. Face à la puissance des multinationales, des bulldozers et des milices, femmes et hommes défendent à mains nues ces ressources essentielles pour tous les Terriens», constate amèrement la journaliste, consciente que la bataille est noble mais elle est presque biaisée d'avance. Ce d'autant plus que le reste du monde, des institutions internationales, des Etats, des puissances économiques et financières semblent regarder, impuissants, le triste



spectacle se dérouler parfois tout près de leurs yeux. Pourquoi les héros de l'environnement ne sont-ils pas mieux protégés? Quand on sait qu'ils doivent souvent face à des adversaires qui disposent de tous les moyens, y compris des bandes armées qu'ils entretiennent à prix d'or, pour défendre les intérêts des puissances financières contre l'intérêt vital des populations établies dans leur environnement naturel...Erik Solheim, le directeur de l'agence de l'Organisation des Nations unies(ONU), se contente de déclarer: «Ceux qui luttent pour protéger la planète et les gens devraient être célébrés comme des héros, mais la triste réalité est que beaucoup paient un lourd tribut pour leur sécurité et parfois le paient de leur vie». Une lapalissade!

Au moment où le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat, dont le dernier rapport publié en octobre 2018, appelle à des mesures urgentes et ambitieuses pour limiter à 1,5% les émissions de gaz à effet de serre (GES) si l'on veut lutter contre les effets du réchauffement climatique, il est consternant que les héros de l'environnement ne soient pas davantage accompagner dans le combat qu'ils mènent pour le respect des droits humains et la protection du cadre de vie quotidienne.

L'ouvrage de la journaliste, militante écologiste et des droits humains, est un formidable témoignage de ce que la bataille pour la sauvegarde de notre milieu naturel est un combat de longue haleine et l'affaire de tous. Puisse son récit faire prendre conscience de ce défi qui engage toute l'humanité.

*Les Héros de l'environnement, Elisabeth Scheineter, Editions du Seuil, 160 pages, septembre 2018, 12 euros.



Bosangi, célèbre plus d'une décennie d'existence au moment où Hysacam elle-même fête ses 50 ans. Cette continuité dans le traitement de l'information environnementale, n'a été possible que grâce à une équipe de rédacteurs, rédactrices dévoué (e)s, à qui il faut rendre hommage ici, au moment où la terre, notre maison commune ne sait plus trop où

donner de la tête avec les secousses sismiques dues aux changements climatiques. Les catastrophes qui ont désorganisé la planète en cette année 2018, doivent faire prendre conscience de cette insoutenable légèreté de l'être et donc de l'impératif catégorique d'informer le monde sur les dangers que sa propre humanité fait peser sur lui.

En restant constant dans ce rôle de lanceur d'alerte, Bosangi et son équipe doivent persévérer dans cette tâche, souvent ingrate, de vigiles pour protéger le monde de son environnement et préserver la planète pour les générations futures! Bonne année 2019!

**« Bosangi ô Boso »,
un collectif de lecteurs**

Nos activités

○ GESTION DES DECHETS INDUSTRIELS

○ CONDITIONNEMENT ET EXPEDITION
TRANSFRONTALIERE DE DECHETS DANGEREUX

○ TRAITEMENT BIOLOGIQUE DES BOUES
D'HYDROCARBURES

○ NETTOYAGE INDUSTRIEL ET ASSAINISSEMENT

○ LUTTE ANTI VECTORIELLE

○ ENTRETIEN DES ESPACES VERTS

○ DESTRUCTION ARCHIVES ET AVARIES



Pour un environnement sain

SECA, Z.I. BASSA, BP : 2172 Douala-Cameroun

Tél : 33 37 65 42 * Fax : 33 37 82 00 - Email : seca.hysacam@gmail.com

Site web : www.secaenvironnement.com



Hysacam au confluent du développement durable